DOCUMENTS

17

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Québec

105-04743/

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Commission de la capitale nationale du Québec
Janvier 2005

Recherche et rédaction
Hervé Bélanger, analyste-conseil
Commission de la capitale nationale du Québec

Philippe Plante, urbaniste
Commission de la capitale nationale du Québec

Coordination de l'édition
Lucille Lord
Commission de la capitale nationale du Québec

Graphisme et infographie
Deschamps Design, info@deschamps-design.com

ISBN 2-550-43592-3
Dépôt légal – 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Dans la présente publication, le générique masculin est employé uniquement dans le but d'alléger le texte.

L A C O L L E C T I O N

DOCUMENTS

La Commission de la capitale nationale du Québec a pour mandats notamment de conseiller le gouvernement sur l'expression de sa présence dans la capitale et de contribuer à une meilleure connaissance de Québec et de ses fonctions.

Dans sa collection DOCUMENTS, la Commission publie des recherches et des textes de réflexion sur le statut de la capitale, sur son passé et son devenir, sur les préoccupations qu'elle suscite et inspire.

Ces DOCUMENTS soutiennent l'action de la Commission et de tous ceux qui s'intéressent à la capitale du Québec. Présentés dans un langage accessible, ils permettent aussi de faire le point sur des questions importantes dans un cadre léger et économique.

Le président et directeur général,
Pierre Boulanger

AVANT-PROPOS

L'article 15 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (L.R.Q., c. 33.1) stipule notamment que la Commission de la capitale nationale du Québec a le mandat de conseiller le gouvernement du Québec sur la localisation des bureaux et de l'effectif du gouvernement, de ses ministères et de tout organisme gouvernemental. Le présent profil est un des instruments dont se sert la Commission pour mesurer la présence des institutions de l'État dans la capitale nationale, définir le contexte dans lequel cette présence institutionnelle évolue et établir les conditions de son développement.

Pour réaliser ce profil, la Commission effectue tous les deux ans un relevé de la localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, incluant notamment les sociétés d'État. C'est un état de situation, au 31 mars de chaque année d'enquête, qui permet de suivre l'évolution quantitative de l'effectif gouvernemental entre Québec, Montréal et les autres régions.

Comme l'indiquent les notes méthodologiques, l'étude ne recense pas le personnel ni les activités politiques. Elle n'analyse pas les politiques d'embauche des ministères et des organismes en regard de la répartition de leur personnel entre Québec, Montréal et les autres régions; elle ne considère pas non plus que certains employés, surtout dans la haute administration, peuvent partager leur temps de travail entre des bureaux situés à Québec, à Montréal et dans les autres régions.

La Commission tient à remercier le personnel des organismes gouvernementaux, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère du Conseil exécutif qui ont collaboré, d'une façon ou d'une autre, à la préparation de la présente étude.

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS 11

1. INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE 15
1.1 Sources des données 15
1.2 Univers statistique 15
1.3 Démarche 15
1.4 Comparabilité des données dans le temps 15

2. PORTRAIT DE L'EFFECTIF 19
2.1 Répartition géographique de l'effectif 19
2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi 19
2.3 Répartition géographique de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux 20
2.4 Répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi 21
2.4.1 Répartition géographique des sous-ministres 21
2.4.2 Répartition géographique du personnel de haute direction 21
2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement 22
2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif 22

3. BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX 29
3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères 29
3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux 29
3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national 29
3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux 30

ANNEXES 33
ANNEXE 1 Questionnaire – Relevé de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 35
ANNEXE 2 Profil de localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 36
ANNEXE 3 Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2004 47
ANNEXE 4 Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2004 58
ANNEXE 5 Modifications introduites dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 2002 et le 31 mars 2004 66
ANNEXE 6 Profil de localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 (par ordre alphabétique) 67

LISTE DES FIGURES 78
LISTE DES TABLEAUX 79

FAITS SAILLANTS

État de la situation au 31 mars 2004

- Au 31 mars 2004, l'effectif des ministères[1] du gouvernement du Québec et des 158 organismes gouvernementaux (incluant les sociétés d'État), répertoriés par la Commission de la capitale nationale du Québec, s'élevait à 117 577 employés dont 54 518 se trouvaient dans les ministères et 63 059 dans les organismes gouvernementaux.
- L'effectif total se répartissait géographiquement de la façon suivante : 39 124 employés (33,3 %) dans la ville de Québec; 35 238 employés (30,0 %) dans la ville de Montréal; 43 215 employés (36,7 %) dans les autres régions[2].
- Des 54 518 employés des ministères, 23 721 (43,5 %) étaient localisés dans la ville de Québec, 12 034 (22,1 %) dans la ville de Montréal et 18 763 (34,4 %) dans les autres régions. Des 63 059 employés des organismes gouvernementaux, 15 403 (24,4 %) travaillaient dans la ville de Québec, 23 204 (36,8 %) dans la ville de Montréal et 24 452 (38,8 %) dans les autres régions.
- Les bureaux des 209 sous-ministres (en titre, associés et adjoints) étaient concentrés sur le territoire de la ville de Québec dans une proportion de 84,7 %. Par contre, 22 sous-ministres (10,5 %) avaient leurs bureaux à Montréal, alors que 10 (4,8 %) avaient leur bureaux dans les autres régions.
- L'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux, soit, en plus des sous-ministres, les cadres des ministères et des organismes répertoriés par la Commission, se chiffrait à 7 598 personnes et se distribuait territorialement de la façon suivante : 2 534 personnes (33,4 %) dans la ville de Québec, 2 321 (30,5 %) dans la ville de Montréal et 2 743 (36,1 %) dans les autres régions.
- Les sièges sociaux des 158 organismes gouvernementaux étaient répartis de la manière suivante : 95 (60,1 %) dans la ville de Québec, 51 (32,3 %) dans la ville de Montréal et 12 (7,6 %) dans les autres régions.
- Le solde net d'organismes gouvernementaux (et par le fait même de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs du Conseil exécutif est le résultat de facteurs divers. Ainsi, depuis 2002, peu de nouveaux organismes ont été créés (p. ex. le Commissaire au lobbyisme, le Conseil Cris-Québec sur la foresterie), certains ont été abolis (p. ex. la Commission de la protection de la langue française), certains ont été fusionnés avec plusieurs organismes (p. ex. l'Autorité des marchés financiers), d'autres ont été intégrés à un ministère ou un organisme (p. ex. le tribunal du travail et la Financière du Québec), et d'autres ont simplement changé de nom (p. ex. le Musée des Beaux-arts du Québec, devenu le Musée national des beaux-arts du Québec).
- Les nouveaux organismes ayant un rayonnement national ont institué leur siège social à Québec, sauf le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières qui a établi son siège social à Montréal. Cet organisme exerce cependant une fonction qui était déjà largement exercée à Montréal par l'ancienne Commission des valeurs mobilières.

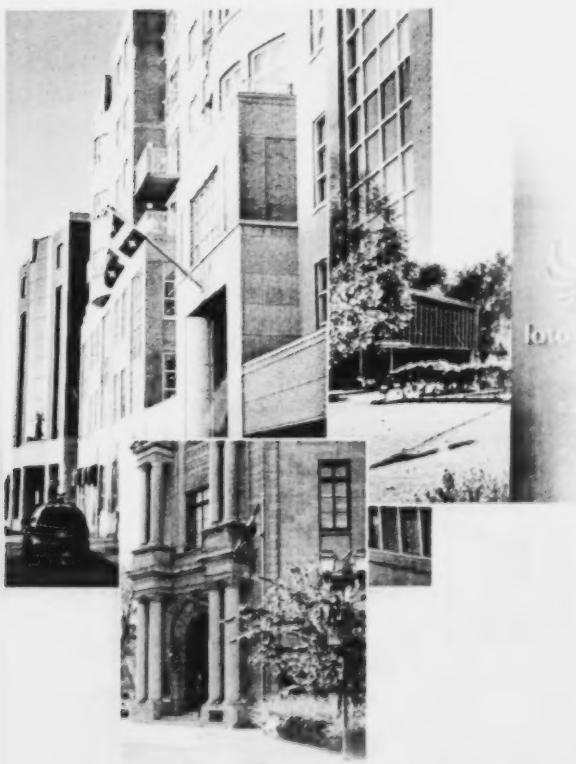
1. Le terme « ministères » désigne également, aux fins de l'étude, les entités administratives assimilées à des ministères : l'Assemblée nationale, le Conseil du trésor, les secrétariats et les fonds spéciaux de gestion.
2. L'expression « autres régions » désigne ici les territoires hors des villes de Québec et de Montréal.

Comparaisons avec les années antérieures

- Au 31 mars 2004, comparativement au 31 mars 2002, l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux a connu une hausse de 5 508 employés, soit 4,9 %. L'augmentation de l'effectif a été plus forte dans la ville de Montréal (3 149 employés [9,8 %]) qu'à Québec (2 513 employés [6,9 %]), alors que les autres régions ont connu une baisse de 154 employés (-0,04 %) pour la même période. Cette hausse se distribue dans plusieurs ministères dont celui du Revenu et dans certaines grandes sociétés d'État comme Hydro-Québec et la Société des alcools du Québec.
- Une comparaison du volume de l'ensemble de l'effectif entre 1992, première année où ce type d'enquête a été réalisée, et 2004 montre une hausse de l'effectif total, qui passe de 113 763 à 117 577 employés, soit une augmentation de 3 814 (3,4 %). La ville de Québec a enregistré une réduction de 679 employés (-1,7 %) et la ville de Montréal a connu une hausse de 995 employés (2,9 %). Le nombre d'employés dans les autres régions a pour sa part augmenté de 3 498 (8,8 %).
- De 2002 à 2004, le nombre de sous-ministres est passé de 220 à 209. Leur répartition territoriale entre Québec et Montréal est cependant restée sensiblement la même, mais la part des régions a diminué du fait que 10 postes de sous-ministres, soit les directeurs régionaux de l'ex-ministère des Régions, y ont été abolis depuis 2002.
- En 2004, par rapport à 2002, le personnel d'encadrement a augmenté de 510 personnes (7,2 %), passant de 7 088 à 7 598 employés. Il a augmenté de 261 personnes (12,7 %) à Montréal, de 213 (9,2 %) à Québec et de 36 (1,3 %) dans les autres régions. Certains ministères, tels le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, le ministère du Travail, le ministère de la Sécurité publique et le ministère du Revenu, réunissaient une partie importante de leur personnel d'encadrement sur le territoire de la ville de Montréal.
- Le nombre de sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission est resté stable entre 2002 et 2004, passant de 159 à 158, et leur répartition territoriale est restée sensiblement la même qu'en 2002, passant de 58,5 % à 60,1 % pour Québec, de 33,3 % à 32,3 % à Montréal et de 8,2 % à 7,6 % dans les autres régions.

À noter que la présente étude ne tient pas compte de la localisation du personnel et des activités de nature politique, ni du partage du temps des dirigeants qui ont des bureaux à la fois à Québec, à Montréal et dans les autres régions.

INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE



INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Sources des données

Les données compilées dans le présent document proviennent de deux sources : le Secrétariat du Conseil du trésor, pour les ministères, et le relevé de la Commission de la capitale nationale du Québec, pour les organismes gouvernementaux.

1.2 Univers statistique

Le profil de localisation a pour principal objet la mesure quantitative de la présence des ministères et des organismes gouvernementaux québécois dans la capitale, et plus précisément dans la ville de Québec. Il ne comptabilise donc pas l'effectif des administrations publiques fédérale et municipales, ni celui des établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ou de l'éducation.

L'effectif recensé dans le profil de localisation est le nombre d'employés en poste à la dernière paie du mois de mars. Il est composé du personnel régulier et occasionnel faisant partie de l'ensemble des ministères et des organismes gouvernementaux, dont notamment les sociétés d'État. La liste des organismes gouvernementaux tenue à jour par le Secrétariat aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif sert de référence à la présente étude. Ne sont retenus que les organismes de nature permanente, dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois. Seuls les comités consultatifs plus ou moins temporaires et les organismes dont l'activité n'est pas à caractère gouvernemental proprement dit, et pour lesquels il est donc difficile d'établir des critères de localisation, sont exclus de l'enquête.

Bien que les statuts d'emploi soient multiples, nous ne retenons ici que les catégories d'employés réguliers, d'employés occasionnels et d'étudiants. Pour certains organismes dont le volume de personnel occasionnel ou à la pige était très élevé, nous avons utilisé la formule de l'équivalent à temps complet (ETC). Tout comme les autres enquêtes de ce type, le profil ne recense pas le personnel des corps d'emploi suivants : membre de l'Assemblée nationale (député), officier de la Sûreté du Québec, policier provincial de la Sûreté du Québec[3], juge de paix, secrétaire de district, secrétaire particulier, directeur de cabinet, attaché politique ou personnel professionnel de cabinet, employé de soutien de cabinet, conseiller, attaché politique (de député), employé de soutien (de député), aumônier.

Au 31 mars 2004, l'effectif comptabilisé dans le profil de localisation était réparti entre 18 ministères, 5 entités administratives assimilées à des ministères pour les fins de ce relevé (l'Assemblée nationale, le Conseil du trésor, 2 secrétariats et l'ensemble des fonds spéciaux) et 158 organismes gouvernementaux (conseils, tribunaux administratifs, régies, sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement, sociétés d'assistance financière ou technique, sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances, sociétés de services, sociétés d'État, offices et commissions).

1.3 Démarche

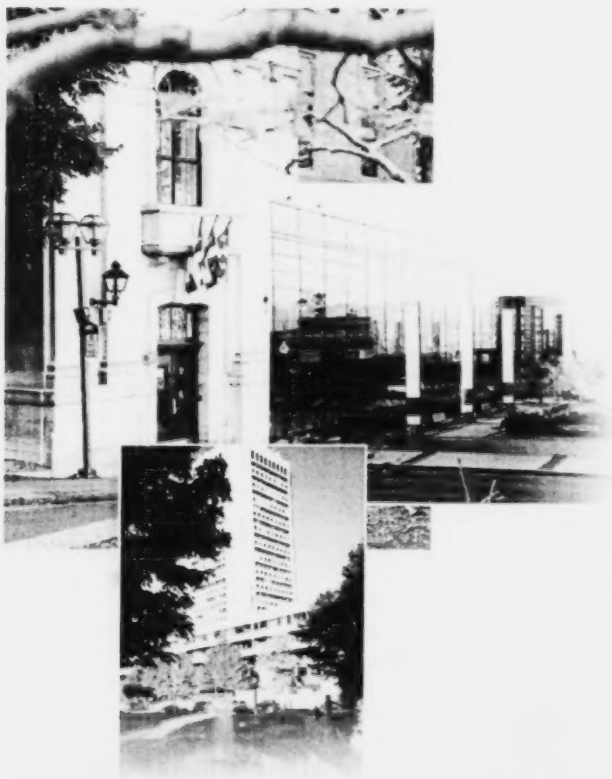
La Commission de la capitale nationale du Québec expédie un questionnaire (annexe 1) aux organismes gouvernementaux afin de connaître la localisation de leur effectif et de leur personnel d'encadrement ainsi que la localisation de leur siège social au 31 mars 2004. Elle compile ensuite les données, en provenance du Secrétariat du Conseil du trésor, contenant des renseignements de même nature pour les ministères. L'information colligée par la Commission est enfin comparée à celle qui a été recueillie au cours d'années antérieures.

1.4 Comparabilité des données dans le temps

À la suite de légères modifications qui ont été apportées aux cours des années à l'univers statistique du profil de localisation, les données des années précédentes ont été recalculées selon les nouveaux paramètres en vigueur afin de permettre leur comparabilité dans le temps. Les écarts d'une année à l'autre dans le volume et la localisation de l'effectif des ministères et des sièges sociaux d'organismes gouvernementaux doivent être interprétés avec prudence, car les causes peuvent être multiples (fusions de plusieurs organismes, abolition, privatisation, changement de statut ou de nom de certains organismes, transfert d'effectif d'un palier de gouvernement à un autre).

3. Le personnel non policier de la Sûreté du Québec est cependant comptabilisé.

PORTRAIT DE L'EFFECTIF



PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2.1 Répartition géographique de l'effectif

Au 31 mars 2004, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec s'élevait à 117 577 employés. Sa répartition géographique était la suivante : 39 124 (33,3 %) dans la ville de Québec, 35 238 (30,0 %) dans la ville de Montréal et 43 215 (36,7 %) dans les autres régions (tableau 1, figure 1).

Tableau 1

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	39 124	33,3
Ville de Montréal	35 238	30,0
Autres régions	43 215	36,7
Total	**117 577**	**100**

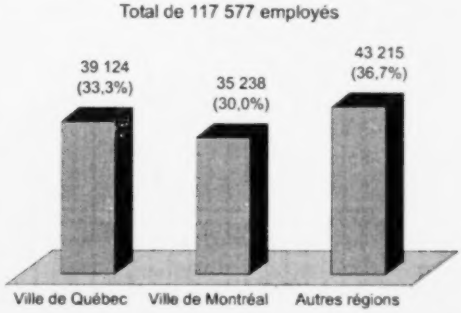
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi

L'effectif des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est composé du personnel régulier et occasionnel. Au 31 mars 2004, l'effectif régulier comptait 92 227 personnes, soit 32 545 (35,3 %) dans la ville de Québec, 27 375 (29,7 %) dans la ville de Montréal et 32 307 (35,0 %) dans les autres régions. L'effectif occasionnel comptait quant à lui 25 350 personnes, dont 6 579 (26,0 %) dans la ville de Québec, 7 863 (31,0 %) dans la ville de Montréal et 10 908 (43,0 %) dans les autres régions (tableau 2, figures 2 et 3).

Figure 1

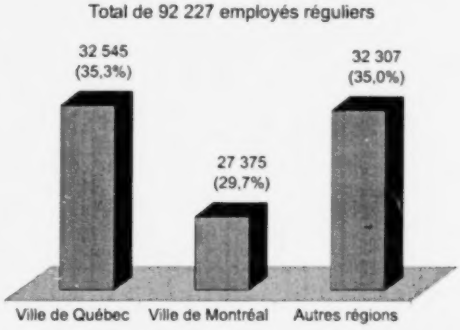
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Tableau 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER ET OCCASIONNEL DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Statut d'emploi	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Régulier	32 545	35,3	27 375	29,7	32 307	35,0	92 227	100
Occasionnel	6 579	26,0	7 863	31,0	10 908	43,0	25 350	100
Total	**39 124**	**33,3**	**35 238**	**30,0**	**43 215**	**36,8**	**117 577**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2.1 Répartition géographique de l'effectif

Au 31 mars 2004, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec s'élevait à 117 577 employés. Sa répartition géographique était la suivante : 39 124 (33,3 %) dans la ville de Québec, 35 238 (30,0 %) dans la ville de Montréal et 43 215 (36,7 %) dans les autres régions (tableau 1, figure 1).

Tableau 1

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	39 124	33,3
Ville de Montréal	35 238	30,0
Autres régions	43 215	36,7
Total	**117 577**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 1

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi

L'effectif des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est composé du personnel régulier et occasionnel. Au 31 mars 2004, l'effectif régulier comptait 92 227 personnes, soit 32 545 (35,3 %) dans la ville de Québec, 27 375 (29,7 %) dans la ville de Montréal et 32 307 (35,0 %) dans les autres régions. L'effectif occasionnel comptait quant à lui 25 350 personnes, dont 6 579 (26,0 %) dans la ville de Québec, 7 863 (31,0 %) dans la ville de Montréal et 10 908 (43,0 %) dans les autres régions (tableau 2, figures 2 et 3).

Figure 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Tableau 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER ET OCCASIONNEL DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Statut d'emploi	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Régulier	32 545	35,3	27 375	29,7	32 307	35,0	92 227	100
Occasionnel	6 579	26,0	7 863	31,0	10 908	43,0	25 350	100
Total	**39 124**	**33,3**	**35 238**	**30,0**	**43 215**	**36,8**	**117 577**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 3

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.3 Répartition géographique de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux

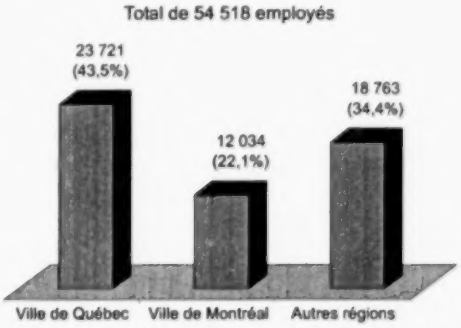
Au 31 mars 2004, les ministères regroupaient au total 54 518 employés, soit 23 721 (43,5 %) dans la ville de Québec, 12 034 (22,1 %) dans la ville de Montréal et 18 763 (34,4 %) dans les autres régions. Les organismes gouvernementaux comptaient 63 059 employés au total, soit 15 403 (24,4 %) dans la ville de Québec, 23 204 (36,8 %) dans la ville de Montréal et 24 452 (38,8 %) dans les autres régions (tableau 3, figures 4 et 5).

Au 31 mars 2004, l'effectif des ministères était davantage concentré sur le territoire de la ville de Québec, avec 43,5 %, alors que la proportion de l'effectif des organismes gouvernementaux était plus élevée hors Québec et Montréal, avec 38,8 %.

Les ministères dont la plus forte concentration de l'effectif se trouvait à l'extérieur de la ville de Québec sont les ministères du Revenu, de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, de la Sécurité publique, des Transports, de la Justice, des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, et de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. L'annexe 2 détaille le profil de localisation de l'effectif régulier et occasionnel de chacun des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004. Les données sont groupées en fonction du ministre qui en assume la responsabilité.

Figure 4

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES AU 31 MARS 2004



Source: Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Tableau 3

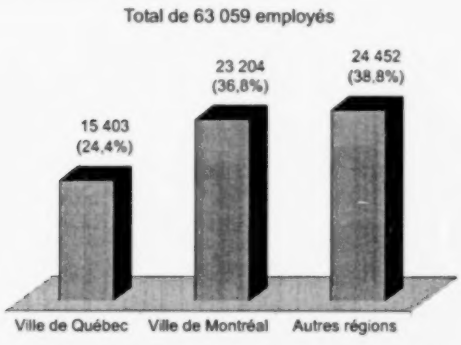
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Type	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ministères	23 721	43,5	12 034	22,1	18 763	34,4	54 518	100
Organismes	15 403	24,4	23 204	36,8	24 452	38,8	63 059	100
Total	**39 124**	**33,3**	**35 238**	**30,0**	**43 215**	**36,8**	**117 577**	**100**

Source: Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 5

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.4 Répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi

L'information recueillie durant la réalisation de l'étude permet d'estimer la répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux. Les regroupements de corps d'emploi retenus sont le personnel de haute direction et l'ensemble du personnel d'encadrement.

Les données concernant particulièrement le personnel de haute direction (personnes ayant un statut de sous-ministre en titre, de sous-ministre associé ou adjoint, de dirigeant d'organisme et de membre de direction) des tableaux 4 et 5 proviennent uniquement du Secrétariat du Conseil du trésor et ne tiennent compte que du personnel de la fonction publique qui n'inclut pas les sociétés d'État ni un certain nombre d'organismes non assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Pour l'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux (tableau 6), les données englobent la haute direction et les cadres des ministères de même que le personnel d'encadrement tel qu'indiqué par les répondants des 158 organismes gouvernementaux dans l'enquête de la Commission.

2.4.1 Répartition géographique des sous-ministres

Au 31 mars 2004, les 209 sous-ministres en titre, associés et adjoints étaient concentrés sur le territoire de la ville de Québec, soit 177 (84,7 %) contre 22 (10,5 %) dans la ville de Montréal et 10 (4,8 %) dans les autres régions (tableau 4, figure 6).

Tableau 4

RÉPARTITION DES SOUS-MINISTRES AU 31 MARS 2004

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	177	84,7
Ville de Montréal	22	10,5
Autres régions	10	4,8
Total	**209**	**100**

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 6

RÉPARTITION DES SOUS-MINISTRES AU 31 MARS 2004

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.4.2 Répartition géographique du personnel de haute direction

Au 31 mars 2004, le personnel de haute direction était majoritairement localisé dans la ville de Québec. Il était composé de 675 personnes, dont 354 (52,4 %) dans la ville de Québec, 232 (34,4 %) dans la ville de Montréal et 89 (13,2 %) dans les autres régions (tableau 5, figure 7).

Tableau 5

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION (FONCTION PUBLIQUE) AU 31 MARS 2004

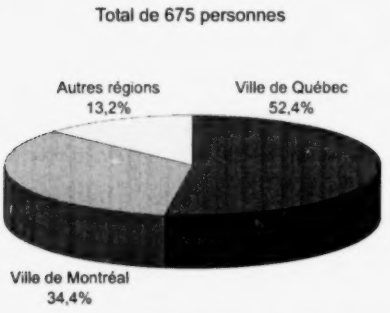
Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	354	52,4
Ville de Montréal	232	34,4
Autres régions	89	13,2
Total	**675**	**100**

Note : Exceptionnellement, ce tableau renvoie à l'univers de la fonction publique (personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 7

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION (FONCTION PUBLIQUE) AU 31 MARS 2004



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement

Au 31 mars 2004, l'ensemble du personnel d'encadrement, tel que répertorié dans l'étude, comptait 7 598 personnes, dont 2 534 (33,4 %) dans la ville de Québec, 2 321 (30,5 %) dans la ville de Montréal et 2 743 (36,1 %) dans les autres régions (tableau 6, figure 8).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation du personnel d'encadrement de chacun des ministères et des organismes gouvernementaux, de même que des fonds et des sièges sociaux au 31 mars 2004.

Tableau 6

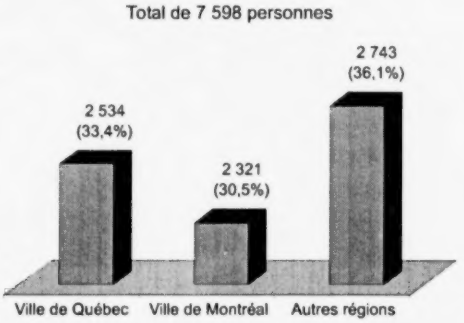
RÉPARTITION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	2 534	33,4
Ville de Montréal	2 321	30,5
Autres régions	2 743	36,1
Total	**7 598**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 8

RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT AU 31 MARS 2004



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif

Il est important de préciser, au préalable, que la variation à la hausse ou à la baisse du volume de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux est attribuable à différentes causes, comme le transfert de responsabilités d'un gouvernement à un autre ou le changement de statut de certains organismes ou de certains employés. Ainsi, de mars 1998 à mars 1999, l'arrivée dans la fonction publique du Québec de 1 752 personnes provenant du gouvernement fédéral et de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre a fait augmenter d'autant l'effectif des ministères et des fonds de gestion concernés. D'autres facteurs

interviennent également, tels la privatisation d'organismes, l'embauche de personnel, les départs à la retraite, etc. En fait, ce que les données sur l'effectif expriment, c'est avant tout la variation du nombre d'employés sur la liste de paie du gouvernement au 31 mars des années indiquées.

Ainsi, du 31 mars 2002 au 31 mars 2004, l'effectif total des ministères et des organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission est passé de 112 069 à 117 577 personnes. Cela représente une hausse de 5 508 employés (4,9 %) sur une période de deux ans. Dans la ville de Montréal, le nombre d'employés est passé de 32 089 au 31 mars 2002 à 35 238 au 31 mars 2004, soit une augmentation de 3 149 (9,8 %). Dans la ville de Québec, le nombre est passé de 36 611 à 39 124, soit une augmentation de 2 513 ou 6,9 %, alors qu'en dehors de Québec et de Montréal, l'effectif est passé de 43 369 à 43 215 employés, soit une baisse de 154 (-0,04 %) pour la même période (figure 9).

Comme l'indiquent les tableaux 7A et 7B, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est passé de 113 763 en 1992[4] à 117 577 en 2004. Il a suivi une courbe descendante de 1992 à 1998, année où le total voisinait les 100 000 employés, pour remonter à 117 577 en 2004. Si l'on compare le volume et la répartition territoriale de l'effectif de l'année 1992 par rapport à 2004, on constate une hausse totale de 3 814 employés, soit 3,4 %. Cette hausse s'est fait sentir particulièrement dans les régions autres que Québec et Montréal (8,8 %); la ville de Montréal suit avec une hausse (2,9 %) et la ville de Québec enregistre une légère baisse (1,7 %).

L'augmentation de l'effectif total observée depuis 1998 est attribuable notamment au changement de statut de certains organismes, tel qu'indiqué plus haut, et à un programme d'embauche qui est venu compenser, en partie, la réduction de personnel découlant du programme de départs volontaires à la retraite. Ce programme avait entraîné le départ de plus de 3 500 personnes de la fonction publique québécoise, dont environ 1 500 dans la région de la Capitale-Nationale.

Tableau 7A

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004 (EN NOMBRE)

Territoire	Année						Variation
	1992	1996	1998	2000	2002	2004	1992-2004
	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)
Ville de Québec	39 803	34 205	32 242	34 562	36 611	39 124	-679
Ville de Montréal	34 243	30 593	29 383	30 383	32 089	35 238	995
Autres régions	39 717	39 574	37 503	40 245	43 369	43 215	3 498
Total	**113 763**	**104 372**	**99 128**	**105 190**	**112 069**	**117 577**	**3 814**

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Tableau 7B

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004 (EN POURCENTAGE)

Territoire	Année						Variation
	1992	1996	1998	2000	2002	2004	1992-2004
	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)
Ville de Québec	35,0	32,8	32,5	32,9	32,7	33,3	-1,7
Ville de Montréal	30,1	29,3	29,6	28,9	28,6	30,0	2,9
Autres régions	34,9	37,9	37,8	38,2	38,7	36,7	8,8
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**3,4**

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

4. Gouvernement du Québec, Secrétariat à la capitale, *Évolution des effectifs des organismes gouvernementaux 1992-1993*, 1993.

Tableau 5

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION (FONCTION PUBLIQUE) AU 31 MARS 2004

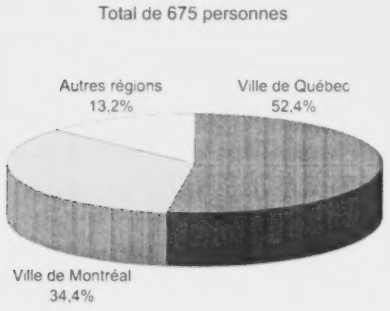
Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	354	52,4
Ville de Montréal	232	34,4
Autres régions	89	13,2
Total	**675**	**100**

Note: Exceptionnellement, ce tableau renvoie à l'univers de la fonction publique (personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique).

Source: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 7

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION (FONCTION PUBLIQUE) AU 31 MARS 2004



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement

Au 31 mars 2004, l'ensemble du personnel d'encadrement, tel que répertorié dans l'étude, comptait 7 598 personnes, dont 2 534 (33,4 %) dans la ville de Québec, 2 321 (30,5 %) dans la ville de Montréal et 2 743 (36,1 %) dans les autres régions (tableau 6, figure 8).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation du personnel d'encadrement de chacun des ministères et des organismes gouvernementaux, de même que des fonds et des sièges sociaux au 31 mars 2004.

Tableau 6

RÉPARTITION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	2 534	33,4
Ville de Montréal	2 321	30,5
Autres régions	2 743	36,1
Total	**7 598**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 8

RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT AU 31 MARS 2004

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif

Il est important de préciser, au préalable, que la variation à la hausse ou à la baisse du volume de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux est attribuable à différentes causes, comme le transfert de responsabilités d'un gouvernement à un autre ou le changement de statut de certains organismes ou de certains employés. Ainsi, de mars 1998 à mars 1999, l'arrivée dans la fonction publique du Québec de 1 752 personnes provenant du gouvernement fédéral et de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre a fait augmenter d'autant l'effectif des ministères et des fonds de gestion concernés. D'autres facteurs

interviennent également, tels la privatisation d'organismes, l'embauche de personnel, les départs à la retraite, etc. En fait, ce que les données sur l'effectif expriment, c'est avant tout la variation du nombre d'employés sur la liste de paie du gouvernement au 31 mars des années indiquées.

Ainsi, du 31 mars 2002 au 31 mars 2004, l'effectif total des ministères et des organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission est passé de 112 069 à 117 577 personnes. Cela représente une hausse de 5 508 employés (4,9%) sur une période de deux ans. Dans la ville de Montréal, le nombre d'employés est passé de 32 089 au 31 mars 2002 à 35 238 au 31 mars 2004, soit une augmentation de 3 149 (9,8%). Dans la ville de Québec, le nombre est passé de 36 611 à 39 124, soit une augmentation de 2 513 ou 6,9%, alors qu'en dehors de Québec et de Montréal, l'effectif est passé de 43 369 à 43 215 employés, soit une baisse de 154 (-0,04%) pour la même période (figure 9).

Comme l'indiquent les tableaux 7A et 7B, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est passé de 113 763 en 1992 à 117 577 en 2004. Il a suivi une courbe descendante de 1992 à 1998, année où le total voisinait les 100 000 employés, pour remonter à 117 577 en 2004. Si l'on compare le volume et la répartition territoriale de l'effectif de l'année 1992 par rapport à 2004, on constate une hausse totale de 3 814 employés, soit 3,4%. Cette hausse s'est fait sentir particulièrement dans les régions autres que Québec et Montréal (8,8%); la ville de Montréal suit avec une hausse (2,9%) et la ville de Québec enregistre une légère baisse (1,7%).

L'augmentation de l'effectif total observée depuis 1998 est attribuable notamment au changement de statut de certains organismes, tel qu'indiqué plus haut, et à un programme d'embauche qui est venu compenser, en partie, la réduction de personnel découlant du programme de départs volontaires à la retraite. Ce programme avait entraîné le départ de plus de 3 500 personnes de la fonction publique québécoise, dont environ 1 500 dans la région de la Capitale-Nationale.

Tableau 7A

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004 (EN NOMBRE)

Territoire	Année						Variation
	1992 (en nbre)	1996 (en nbre)	1998 (en nbre)	2000 (en nbre)	2002 (en nbre)	2004 (en nbre)	1992-2004 (en nbre)
Ville de Québec	39 803	34 205	32 242	34 562	36 611	39 124	-679
Ville de Montréal	34 243	30 593	29 383	30 383	32 089	35 238	995
Autres régions	39 717	39 574	37 503	40 245	43 369	43 215	3 498
Total	**113 763**	**104 372**	**99 128**	**105 190**	**112 069**	**117 577**	**3 814**

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Tableau 7B

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004 (EN POURCENTAGE)

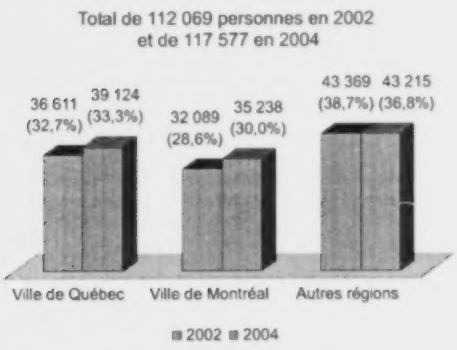
Territoire	Année						Variation
	1992 (en %)	1996 (en %)	1998 (en %)	2000 (en %)	2002 (en %)	2004 (en %)	1992-2004 (en %)
Ville de Québec	35,0	32,8	32,5	32,9	32,7	33,3	-1,7
Ville de Montréal	30,1	29,3	29,6	28,9	28,6	30,0	-0,1
Autres régions	34,9	37,9	37,8	38,2	38,7	36,7	1,8
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**3,4**

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

3. Gouvernement du Québec, Secrétariat à la capitale, *Évolution des effectifs des organismes gouvernementaux 1992-1993-1998*.

Figure 9

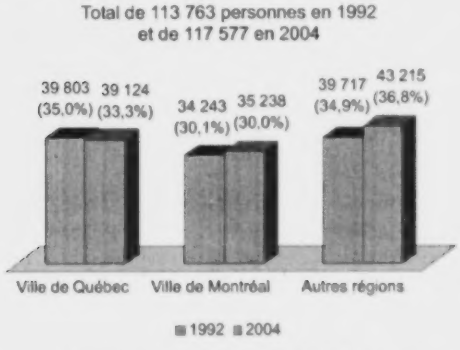
ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 2002 AU 31 MARS 2004



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 10

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004



Sources : Secrétariat à la capitale, 1993 ; Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 11

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DU 31 MARS 2002 AU 31 MARS 2004

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Au chapitre du personnel d'encadrement, on remarque une augmentation plus forte à Montréal (12,7 %) entre 2002 et 2004 qu'à Québec (9,2 %) et dans les autres régions (1,3 %). À noter que dans les autres régions, les postes de directeurs régionaux, qui avaient le statut de sous-ministres dans l'ancien ministère des Régions, ont été abolis.

Tableau 8

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 2002 AU 31 MARS 2004

Territoire	2002		2004		Variation 2002-2004	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ville de Québec	2 321	32,7	2 534	33,4	213	9,2
Ville de Montréal	2 060	29,1	2 321	30,5	261	12,7
Autres régions	2 707	38,2	2 743	36,1	36	1,3
Total	**7 088**	**100**	**7 598**	**100**	**510**	**7,2**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2004; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères

En s'inspirant de la localisation des bureaux des sous-ministres et autre personnel d'encadrement, on peut estimer que, au 31 mars 2004, les bureaux centraux des ministères étaient pour la plupart situés sur le territoire de la ville de Québec. Les ministères de la Sécurité publique, de la Famille et de l'Enfance, du Revenu, de la Justice et des Relations avec les citoyens et de l'Immigration avaient toutefois une concentration importante de leurs bureaux à l'extérieur du territoire de la ville de Québec (annexe 2).

3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Les sièges sociaux des 158 organismes gouvernementaux répertoriés, pour leur part, étaient majoritairement situés sur le territoire de la ville de Québec au 31 mars 2004. Leur localisation était la suivante : 95 (60,1 %) dans la ville de Québec, 51 (32,3 %) dans la ville de Montréal et 12 (7,6 %) dans les autres régions (tableau 9, figure 12).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004.

Tableau 9

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Territoire	Sièges sociaux	
	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	95	60,1
Ville de Montréal	51	32,3
Autres régions	12	7,6
Total	**158**	**100**

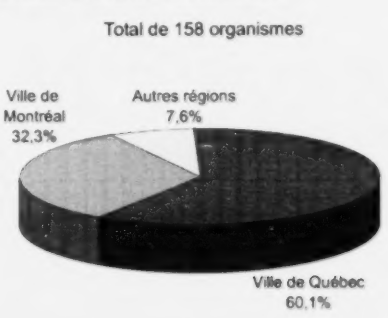
Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national

À la suite de l'adoption par le gouvernement de la Politique relative à la capitale, en 1998, et plus précisément du Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, il apparaît pertinent d'effectuer un relevé de la répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national. Le cadre de référence est un guide dont le gouvernement du Québec s'inspire afin de localiser les bureaux centraux des ministères et les sièges sociaux des organismes gouvernementaux. Sans l'appliquer de façon rétroactive, il prévoit que les fonctions centrales des ministères seront dorénavant exercées dans la capitale et que les organismes dont le rayonnement est national seront à l'avenir localisés selon les règles suivantes : les organismes consultatifs (conseils et comités consultatifs), les organismes décisionnels (tribunaux administratifs et régies) et les organismes d'intermédiation (commissions) devront avoir leur siège social dans la capitale ; les organismes de gestion (sociétés d'État et sociétés administratives) pourront avoir leur siège social ailleurs qu'à Québec, à l'exception des offices qui devront y avoir leur siège social.

Figure 12

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères

En s'inspirant de la localisation des bureaux des sous-ministres et autre personnel d'encadrement, on peut estimer que, au 31 mars 2004, les bureaux centraux des ministères étaient pour la plupart situés sur le territoire de la ville de Québec. Les ministères de la Sécurité publique, de la Famille et de l'Enfance, du Revenu, de la Justice et des Relations avec les citoyens et de l'Immigration avaient toutefois une concentration importante de leurs bureaux à l'extérieur du territoire de la ville de Québec (annexe 2).

3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Les sièges sociaux des 158 organismes gouvernementaux répertoriés, pour leur part, étaient majoritairement situés sur le territoire de la ville de Québec au 31 mars 2004. Leur localisation était la suivante : 95 (60,1 %) dans la ville de Québec, 51 (32,3 %) dans la ville de Montréal et 12 (7,6 %) dans les autres régions (tableau 9, figure 12).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004.

Tableau 9

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Territoire	Sièges sociaux	
	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	95	60,1
Ville de Montréal	51	32,3
Autres régions	12	7,6
Total	**158**	**100**

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national

À la suite de l'adoption par le gouvernement de la Politique relative à la capitale, en 1998, et plus précisément du Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, il apparaît pertinent d'effectuer un relevé de la répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national. Le cadre de référence est un guide dont le gouvernement du Québec s'inspire afin de localiser les bureaux centraux des ministères et les sièges sociaux des organismes gouvernementaux. Sans l'appliquer de façon rétroactive, il prévoit que les fonctions centrales des ministères seront dorénavant exercées dans la capitale et que les organismes dont le rayonnement est national seront à l'avenir localisés selon les règles suivantes : les organismes consultatifs (conseils et comités consultatifs), les organismes décisionnels (tribunaux administratifs et régies) et les organismes d'intermédiation (commissions) devront avoir leur siège social dans la capitale ; les organismes de gestion (sociétés d'État et sociétés administratives) pourront avoir leur siège social ailleurs qu'à Québec, à l'exception des offices qui devront y avoir leur siège social.

Figure 12

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Au 31 mars 2004, sur les 158 organismes répertoriés, on dénombrait 132 organismes gouvernementaux dont le rayonnement était national. Ceux-ci se répartissaient géographiquement de la façon suivante : 85 (64,4 %) dans la ville de Québec, 40 (30,3 %) dans la ville de Montréal et 7 (5,3 %) dans les autres régions (tableau 10).

Il est à noter que le choix de Québec comme siège social du Commissaire au lobbyisme et du Conseil Cris-Québec sur la foresterie est conforme au cadre de référence décrit ci-dessus.

L'annexe 4 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2004.

3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2004, la localisation officielle des 158 sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés était la suivante : 95 (60,1 %) dans la ville de Québec, 51 (32,3 %) dans la ville de Montréal et 12 (7,6 %) dans les autres régions. Par rapport à 2002, il y a un siège social de moins en 2004, le total d'organismes gouvernementaux étant passé de 159 à 158. Dans la ville de Québec, il y en avait 2 de plus qu'en 2002, dans la ville de Montréal 2 de moins, alors qu'il y en avait 1 de moins dans les autres régions. Depuis 1992, la ville de Québec a enregistré une augmentation à ce chapitre. Le

Tableau 10

RÉPARTITION DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie	Type	Territoire			
		Ville de Québec	Ville de Montréal	Autres régions	Total
Organismes consultatifs	Conseils	20	6	0	26
	Total partiel (en nombre)	**20**	**6**	**0**	**26**
	Total partiel (en %)	**76,9**	**23,1**	**0**	**100**
Organismes décisionnels	Tribunaux administratifs	8	3	1	12
	Régies	11	10	1	22
	Total partiel (en nombre)	**19**	**13**	**2**	**34**
	Total partiel (en %)	**55,9**	**38,2**	**5,9**	**100**
Organismes de gestion	Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	4	0	0	4
	Sociétés d'assistance financière ou technique	10	4	0	14
	Sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances	6	0	0	6
	Sociétés de services	1	3	0	4
	Sociétés d'État	2	4	2	8
	Offices	7	8	3	18
	Total partiel (en nombre)	**30**	**19**	**5**	**54**
	Total partiel (en %)	**55,6**	**35,2**	**9,2**	**100**
Organismes d'intermédiation	Commissions	16	2	0	18
	Total partiel (en nombre)	**16**	**2**	**0**	**18**
	Total partiel (en %)	**88,9**	**11,1**	**0**	**100**
Total (en nbre)		**85**	**40**	**7**	**132**
Total (en %)		**64,4**	**30,3**	**5,3**	**100**

Note : Les comités consultatifs, les « autres organismes », les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Au 31 mars 2004, sur les 158 organismes répertoriés, on dénombrait 132 organismes gouvernementaux dont le rayonnement était national. Ceux-ci se répartissaient géographiquement de la façon suivante : 85 (64,4 %) dans la ville de Québec, 40 (30,3 %) dans la ville de Montréal et 7 (5,3 %) dans les autres régions (tableau 10).

Il est à noter que le choix de Québec comme siège social du Commissaire au lobbyisme et du Conseil Cris-Québec sur la foresterie est conforme au cadre de référence décrit ci-dessus.

L'annexe 4 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2004.

3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2004, la localisation officielle des 158 sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés était la suivante : 95 (60,1 %) dans la ville de Québec, 51 (32,3 %) dans la ville de Montréal et 12 (7,6 %) dans les autres régions. Par rapport à 2002, il y a un siège social de moins en 2004, le total d'organismes gouvernementaux étant passé de 159 à 158. Dans la ville de Québec, il y en avait 2 de plus qu'en 2002, dans la ville de Montréal 2 de moins, alors qu'il y en avait 1 de moins dans les autres régions. Depuis 1992, la ville de Québec a enregistré une augmentation à ce chapitre. Le

Tableau 10

RÉPARTITION DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie	Type	Territoire			
		Ville de Québec	Ville de Montréal	Autres régions	Total
Organismes consultatifs	Conseils	20	6	0	26
	Total partiel (en nombre)	**20**	**6**	**0**	**26**
	Total partiel (en %)	**76,9**	**23,1**	**0**	**100**
Organismes décisionnels	Tribunaux administratifs	8	3	1	12
	Régies	11	10	1	22
	Total partiel (en nombre)	**19**	**13**	**2**	**34**
	Total partiel (en %)	**55,9**	**38,2**	**5,9**	**100**
Organismes de gestion	Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	4	0	0	4
	Sociétés d'assistance financière ou technique	10	4	0	14
	Sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances	6	0	0	6
	Sociétés de services	1	3	0	4
	Sociétés d'État	2	4	2	8
	Offices	7	8	3	18
	Total partiel (en nombre)	**30**	**19**	**5**	**54**
	Total partiel (en %)	**55,6**	**35,2**	**9,2**	**100**
Organismes d'intermédiation	Commissions	16	2	0	18
	Total partiel (en nombre)	**16**	**2**	**0**	**18**
	Total partiel (en %)	**88,9**	**11,1**	**0**	**100**
Total (en nbre)		**85**	**40**	**7**	**132**
Total (en %)		**64,4**	**30,3**	**5,3**	**100**

Note : Les comités consultatifs, les « autres organismes », les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

nombre de sièges sociaux y est en effet passé de 89 à 95. La ville de Montréal a pour sa part connu une baisse de 8 sièges sociaux, de 59 en 2002 à 51 en 2004, et les autres régions ont connu une hausse de 2 sièges sociaux, leur nombre passant de 10 à 12.

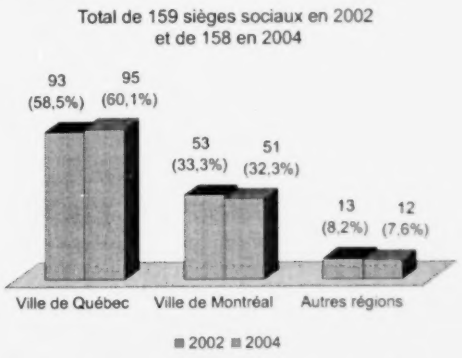
Ce solde net d'organismes gouvernementaux (et par le fait même de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs est le résultat de facteurs divers. Ainsi, la variation du nombre total de sièges sociaux depuis 1998 est attribuable notamment à certaines fusions d'organismes qui n'ont conservé qu'un seul siège social (organismes fusionnés dans le Tribunal administratif, organismes fusionnés dans l'Autorité des marchés financiers), à l'intégration d'organismes dans un ministère ou un fonds (Société de développement de la main-d'œuvre du Québec intégrée à Emploi-Québec), à la privatisation de certaines sociétés d'État (Parc technologique du Québec métropolitain, Société québécoise d'initiative pétrolière devenue SGF Chimie inc., etc.) ou à l'abolition de certains organismes comme la Commission de la protection de la langue française.

En somme, ce qui ressort de cette étude, essentiellement quantitative, c'est notamment que le nombre d'organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission s'élevait à 158 en 1992, qu'il a augmenté jusqu'à 176 en 1996 et qu'il s'est stabilisé autour de 160 depuis 2000. Cette stabilisation se répercute dans le peu de changement dans la répartition territoriale des sièges sociaux entre la capitale, Montréal et les autres régions (tableaux 11A et 11B, figures 13 et 14).

Dans l'annexe 5 sont exposées les modifications qui sont survenues dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 2002 et le 31 mars 2004.

Figure 13

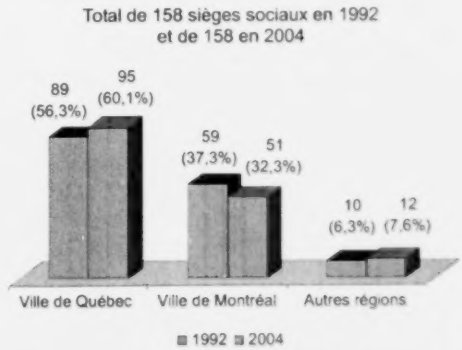
ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 2002 AU 31 MARS 2004



Sources : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Figure 14

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004



Sources : Secrétariat à la capitale, 1993 ; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Tableau 11A

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004 (EN NOMBRE)

Territoire	Année						Variation
	1992*	1996	1998	2000	2002	2004	1992-2004
	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)	(en nbre)
Ville de Québec	89	107	108	95	93	95	6
Ville de Montréal	59	57	53	57	53	51	-8
Autres régions	10	12	10	11	13	12	2
Total	**158**	**176**	**171**	**163**	**159**	**158**	**0**

* L'emplacement de sept sièges sociaux était indéterminé en 1992 dans l'étude du Secrétariat à la capitale.

Sources: Secrétariat à la capitale, 1993; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

Tableau 11B

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2004 (EN POURCENTAGE)

Territoire	Année						Variation
	1992*	1996	1998	2000	2002	2004	1992-2004
	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)
Ville de Québec	56,3	60,8	63,2	58,3	58,5	60,1	6,7
Ville de Montréal	37,3	32,4	31,0	35,0	33,3	32,3	-13,6
Autres régions	6,3	6,8	5,8	6,7	8,2	7,6	20,0
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	–

* L'emplacement de sept sièges sociaux était indéterminé en 1992 dans l'étude du Secrétariat à la capitale.

Sources: Secrétariat à la capitale, 1993; Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

ANNEXES

425 et 475
Édifice
J.-A.-Tardif
Centre
administratif
Québec
Desjardins

ANNEXE 1

RELEVÉ DE L'EFFECTIF DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

(Effectif assujetti **ou non** à la Loi sur la fonction publique du Québec)

Nom de l'organisme:

Responsable ou dirigeant:

Adresse:

Apporter les corrections (s'il y a lieu)

Localisation du siège social de l'organisme (ville): _____

Année de création de l'organisme: _____

Répartition de l'effectif	Nombre d'employés au 31 mars 2004[1]		
	Québec (nouvelle ville)	Montréal (nouvelle ville)	Ailleurs au Québec
Employés réguliers			
Employés occasionnels			
Effectif total			
Personnel d'encadrement à l'intérieur de l'effectif total[2]			

Nom de la personne répondante pour ce relevé	Téléphone
Commentaires (s'il y a lieu)	

Pour obtenir de l'information supplémentaire ou retourner le relevé avant le 20 juillet 2004:

Monsieur Hervé Bélanger, analyste-conseil
Commission de la capitale nationale du Québec
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone: (418) 528-0773
Télécopieur: (418) 528-0833
Courriel: herve.belanger@capitale.gouv.qc.ca

1. Données ayant servi à émettre la dernière paie du mois de mars 2004 (lieu de travail).
2. Personnel ayant le statut de cadre au sens de la Loi sur la fonction publique ou du règlement qui en tient lieu.

ANNEXE 2

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004[3]

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Président de l'Assemblée nationale												
Assemblée nationale du Québec	472	206	678	1	0	1	1	0	1	474	206	680
Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commissaire au lobbyisme	23	0	23	0	0	0	0	0	0	23	0	23
Commission de la représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Directeur général des élections	181	56	237	5	0	5	0	0	0	186	56	242
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Protecteur du citoyen	59	10	69	27	6	33	0	0	0	86	16	102
Vérificateur général du Québec	178	8	186	47	2	49	0	0	0	225	10	235
Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale												
Conseil du trésor	722	54	776	21	11	32	12	20	32	755	85	840
Fonds	3 869	861	4 730	2 183	542	2 725	4 993	1 335	6 328	11 045	2 738	13 783
Comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	452	115	567	0	0	0	0	0	0	452	115	567
Commission de la fonction publique	32	6	38	0	0	0	0	0	0	32	6	38
Société immobilière du Québec	382	31	413	154	20	174	121	15	136	657	66	723

3 Voir, à la fin de l'annexe 6, les notes sur le statut particulier de certains organismes. Quand le chiffre «0» apparaît dans toutes les colonnes, c'est que le personnel de l'organisme est comptabilisé dans une autre unité administrative

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre de la Culture et des Communications												
Ministère de la Culture et des Communications	420	78	498	141	54	195	158	56	214	719	188	907
Secrétariat à la politique linguistique	9	0	9	0	0	0	0	0	0	9	0	9
Bibliothèque nationale du Québec	0	0	0	217	45	262	0	0	0	217	45	262
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
Commission de toponymie du Québec	17	1	18	0	0	0	0	0	0	17	1	18
Commission des biens culturels du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil des arts et des lettres du Québec	34	2	36	29	2	31	0	0	0	63	4	67
Conseil supérieur de la langue française	16	0	16	1	0	1	0	0	0	17	0	17
Musée d'art contemporain de Montréal	0	0	0	66	70	136	0	0	0	66	70	136
Musée de la civilisation	147	105	252	0	0	0	0	0	0	147	105	252
Musée national des beaux-arts de Montréal	0	0	0	170	19	189	0	0	0	170	19	189
Musée national des beaux-arts du Québec	105	27	132	0	0	0	0	0	0	105	27	132
Office québécois de la langue française	84	5	89	138	3	141	11	0	11	233	8	241
Régie du cinéma	0	0	0	52	9	61	0	0	0	52	9	61
Société de développement des entreprises culturelles	4	0	4	95	6	101	0	0	0	99	6	105
Société de la Place des Arts de Montréal	0	0	0	62	38	100	0	0	0	62	38	100
Société du Grand Théâtre de Québec	35	180	215	0	0	0	0	0	0	35	180	215
Télé-Québec	9	16	25	280	79	359	19	7	26	308	102	410

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES EFFECTIFS DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre de la Justice et procureur général, ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques												
Ministère de la Justice	**961**	**157**	**1 118**	**844**	**373**	**1 217**	**1 073**	**416**	**1 489**	**2 878**	**946**	**3 824**
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission des services juridiques	0	0	0	51	0	51	0	0	0	51	0	51
Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
Office des professions du Québec	37	3	40	0	0	0	0	0	0	37	3	40
Société québécoise d'information juridique	0	0	0	100	14	114	0	0	0	100	14	114
Tribunal administratif du Québec	128	6	134	135	6	141	0	0	0	263	12	275
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	4	1	5	0	0	0	4	1	5
Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre de la Santé et des Services sociaux												
Ministère de la Santé et des Services sociaux	**681**	**107**	**788**	**40**	**20**	**60**	**0**	**0**	**0**	**721**	**127**	**848**
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	0	0	14	1	15	0	0	0	14	1	15
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	3	0	3	8	0	8	0	0	0	11	0	11
Comité de révision (professionnels de la santé)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de la santé et du bien-être	10	2	12	0	0	0	0	0	0	10	2	12
Conseil des aînés	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Conseil du médicament	21	1	22	0	0	0	0	0	0	21	1	22
Conseil médical du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Corporation d'hébergement du Québec	75	22	97	1	7	8	0	0	0	76	29	105
Corporation d'urgences-santé	0	0	0	748	333	1 081	118	79	197	866	412	1 278
Héma-Québec	400	15	415	884	30	914	0	0	0	1 284	45	1 329
Institut national de santé publique du Québec	85	60	145	134	47	181	1	0	1	220	107	327
Office des personnes handicapées du Québec	9	1	10	11	3	14	104	10	114	124	14	138
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	10	1	11	25	2	27	0	0	0	35	3	38
Régie de l'assurance maladie du Québec	1 143	298	1 441	112	47	159	0	0	0	1 255	345	1 600
Ministre de la Sécurité publique												
Ministère de la Sécurité publique	**1 301**	**88**	**1 389**	**1 600**	**87**	**1 687**	**1 483**	**111**	**1 594**	**4 384**	**286**	**4 670**
Bureau du coroner	35	5	40	15	4	19	1	0	1	51	9	60
Comité de déontologie policière	11	0	11	7	0	7	0	0	0	18	0	18
Commissaire à la déontologie policière	21	0	21	13	2	15	0	0	0	34	2	36
Commission québécoise des libérations conditionnelles	21	0	21	7	0	7	0	0	0	28	0	28
Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
École nationale de police du Québec	0	0	0	0	0	0	150	203	353	150	203	353
École nationale des pompiers du Québec	0	0	0	0	0	0	14	0	14	14	0	14
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Régie des alcools, des courses et des jeux	86	23	109	112	25	137	0	0	0	198	48	246
Sûreté du Québec	96	13	109	831	116	947	686	180	866	1 613	309	1 922

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation												
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	791	83	874	43	2	45	1 129	195	1 324	1 963	280	2 243
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	3	5	2	3	5
Commission de protection du territoire agricole du Québec	59	7	66	0	0	0	48	3	51	107	10	117
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
La Financière agricole du Québec	131	11	142	0	0	0	406	141	547	537	152	689
La Financière agricole du Québec - Financement forestier	1	0	1	0	0	0	9	1	10	10	1	11
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	10	0	10	28	1	29	3	0	3	41	1	42
Ministre de l'Éducation												
Ministère de l'Éducation	1 104	398	1 502	126	257	383	103	5	108	1 333	660	1 993
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité d'examen des demandes dérogatoires - Aide financière aux étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	29	0	29	0	0	0	0	0	0	29	0	29
Conseil supérieur de l'éducation	30	0	30	2	0	2	0	0	0	32	0	32
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	143	90	233	0	0	0	143	90	233

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille												
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	**1 513**	**234**	**1 747**	**581**	**116**	**697**	**1 816**	**610**	**2 426**	**3 910**	**960**	**4 870**
Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	13	0	13	0	0	0	13	0	13
Conseil de la famille et de l'enfance	8	1	9	0	0	0	0	0	0	8	1	9
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	6	0	6	0	0	0	11	0	11	17	0	17
Régie des rentes du Québec	850	109	959	152	22	174	32	2	34	1 034	133	1 167
Ministre de l'Environnement												
Ministère de l'Environnement	**993**	**155**	**1 148**	**73**	**8**	**81**	**648**	**130**	**778**	**1 714**	**293**	**2 007**
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	52	9	61	0	0	0	0	0	0	52	9	61
Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société québécoise de récupération et de recyclage	14	1	15	35	2	37	0	0	0	49	3	52
Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir												
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir	**407**	**44**	**451**	**102**	**19**	**121**	**39**	**0**	**39**	**548**	**63**	**611**
Secrétariat aux loisirs et aux sports	39	0	39	1	0	1	19	0	19	59	0	59
Commission municipale du Québec	8	2	10	1	1	2	0	0	0	9	3	12
Immobilière SHQ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régie du logement	25	1	26	104	16	120	65	6	71	194	23	217
Société d'habitation du Québec	310	18	328	61	3	64	0	0	0	371	21	392
Société québécoise d'assainissement des eaux	0	0	0	2	1	3	0	0	0	2	1	3

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre des Finances												
Ministère des Finances	694	34	728	2	0	2	0	0	0	696	34	730
Autorité des marchés financiers	173	32	205	251	27	278	0	0	0	424	59	483
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	0	0	0	7	2	9	0	0	0	7	2	9
Caisse de dépôt et placement du Québec	7	0	7	388	30	418	0	0	0	395	30	425
Institut de la statistique du Québec	156	67	223	38	39	77	0	0	0	194	106	300
Registraire des entreprises	176	26	202	21	4	25	0	0	0	197	30	227
Société des alcools du Québec	294	304	598	818	931	1 749	1 926	2 248	4 174	3 038	3 483	6 521
Société des loteries du Québec	17	5	22	717	189	906	0	0	0	734	194	928
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration												
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	180	39	219	790	451	1 241	217	69	286	1 187	559	1 746
Commission d'accès à l'information	39	1	40	8	0	8	0	0	0	47	1	48
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10	1	11	116	9	125	26	1	27	152	11	163
Conseil des relations interculturelles	0	0	0	6	1	7	0	0	0	6	1	7
Conseil du statut de la femme	31	4	35	5	0	5	21	0	21	57	4	61
Curateur public	38	8	46	411	135	546	53	16	69	502	159	661
Office de la protection du consommateur	45	4	49	35	3	38	24	1	25	104	8	112
Office franco-québécois pour la jeunesse	0	0	0	23	6	29	0	0	0	23	6	29

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et vice-première ministre												
Ministère des Relations internationales	338	15	353	20	0	20	52	0	52	410	15	425
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	0	0	7	0	7	0	0	0	7	0	7
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	14	1	15	1	0	1	0	0	0	15	1	16
Ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs												
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs	1 147	192	1 339	27	4	31	157	23	180	1 331	219	1 550
Agence de l'efficacité énergétique	29	4	33	0	0	0	0	0	0	29	4	33
Commission de la capitale nationale du Québec	23	17	40	0	0	0	0	0	0	23	17	40
Conseil Cris-Québec sur la foresterie	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Fondation de la faune du Québec	16	2	18	0	0	0	0	0	0	16	2	18
Hydro-Québec	1 248	219	1 467	7 300	1 268	8 568	9 919	1 988	11 907	18 467	3 475	21 942
Régie de l'énergie	2	0	2	67	6	73	0	0	0	69	6	75
Société de développement de la Baie-James	0	0	0	0	0	0	56	11	67	56	11	67
Société de la faune et des parcs du Québec	269	30	299	114	18	132	464	103	567	847	151	998
Société des établissements de plein air du Québec	141	207	348	0	0	0	174	1 127	1 301	315	1 334	1 649
Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre des Transports du Québec												
Ministère des Transports du Québec	**963**	**97**	**1 060**	**339**	**113**	**452**	**1 431**	**624**	**2 055**	**2 733**	**834**	**3 567**
Agence métropolitaine de transport	0	0	0	38	11	49	0	0	0	38	11	49
Commission des transports du Québec	72	12	84	78	5	83	0	0	0	150	17	167
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société de l'assurance automobile du Québec	1 870	332	2 202	297	176	473	673	246	919	2 840	754	3 594
Société des traversiers du Québec	123	52	175	0	0	0	194	186	380	317	238	555
Premier ministre												
Ministère du Conseil exécutif	**376**	**42**	**418**	**8**	**1**	**9**	**10**	**0**	**10**	**394**	**43**	**437**
Conseil de l'Ordre national du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil permanent de la jeunesse	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
Ministre du Développement économique et régional et de la Recherche												
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	**558**	**70**	**628**	**224**	**26**	**250**	**204**	**15**	**219**	**986**	**111**	**1 097**
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	226	1	227	63	1	64	1	0	1	290	2	292
Conseil de la science et de la technologie	13	7	20	2	0	2	0	0	0	15	7	22
Fonds de la recherche en santé du Québec	0	0	0	26	0	26	0	0	0	26	0	26
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	39	4	43	0	0	0	0	0	0	39	4	43
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	23	1	24	6	0	6	0	0	0	29	1	30
Investissement Québec	92	7	99	205	4	209	70	0	70	367	11	378

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
La Financière du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régie des installations olympiques	0	0	0	149	282	431	0	0	0	149	282	431
Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	1
Société du Centre des congrès de Québec	63	9	72	0	0	0	0	0	0	63	9	72
Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	106	114	220	0	0	0	106	114	220
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	13	6	19	13	6	19
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	1
Société générale de financement du Québec	29	1	30	82	7	89	14	0	14	125	8	133
Société Innovatech du Grand Montréal	0	0	0	32	2	34	0	0	0	32	2	34
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	10	0	10	10	0	10
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	10	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	10
Société Innovatech Régions ressources	11	0	11	0	0	0	0	0	0	11	0	11
Ministre du Revenu												
Ministère du Revenu	**2 261**	**777**	**3 038**	**1 657**	**1 058**	**2 715**	**1 245**	**364**	**1 609**	**5 163**	**2 199**	**7 362**
Ministre du Travail												
Ministère du Travail	**181**	**10**	**191**	**65**	**4**	**69**	**0**	**0**	**0**	**246**	**14**	**260**
Bureau d'évaluation médicale	4	2	6	13	4	17	0	0	0	17	6	23
Commissaire de l'industrie de la construction	5	0	5	4	1	5	0	0	0	9	1	10
Commission de la construction du Québec	64	25	89	546	149	695	102	32	134	712	206	918
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 189	245	1 434	900	172	1 072	1 463	237	1 700	3 552	654	4 206
Commission de l'équité salariale	52	7	59	8	0	8	0	0	0	60	7	67
Commission des lésions professionnelles du Québec	91	1	92	135	6	141	198	10	208	424	17	441

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Commission des normes du travail	213	6	219	153	20	173	117	31	148	483	57	540
Commission des relations du travail	38	3	41	72	5	77	0	0	0	110	8	118
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
Conseil des services essentiels	3	0	3	24	2	26	0	0	0	27	2	29
Régie du bâtiment du Québec	91	20	111	107	15	122	194	42	236	392	77	469
Total	**32 545**	**6 579**	**39 124**	**27 375**	**7 863**	**35 238**	**32 307**	**10 908**	**43 215**	**92 227**	**25 350**	**117 577**

Localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	39 124	33,3 %
Ville de Montréal	35 238	30,0 %
Autres régions	43 215	36,8 %
Total	**117 577**	**100 %**

ANNEXE 3

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Président de l'Assemblée nationale					
Assemblée nationale du Québec	**42**	**0**	**0**	**42**	
Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	Québec
Commissaire au lobbyisme	6	0	0	6	Québec
Commission de la représentation	0	0	0	0	Québec
Conseil du référendum	0	0	0	0	Québec
Directeur général des élections	14	0	0	14	Québec
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	0	0	0	0	Québec
Protecteur du citoyen	6	1	0	7	Québec
Vérificateur général du Québec	21	4	0	25	Québec
Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale					
Conseil du trésor	**78**	**1**	**0**	**79**	
Fonds	**226**	**108**	**303**	**637**	
Comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	0	0	0	0	Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	27	0	0	27	Québec
Commission de la fonction publique	4	0	0	4	Québec
Société immobilière du Québec	23	9	8	40	Québec
Ministre de la Culture et des Communications					
Ministère de la Culture et des Communications	**43**	**5**	**15**	**63**	
Secrétariat à la politique linguistique	2	0	0	2	
Bibliothèque nationale du Québec	0	26	0	26	Montréal
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	2	0	2	Montréal

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES ORGANISMES DES RÉSEAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Commission de toponymie du Québec	1	0	0	1	Québec
Commission des biens culturels du Québec	2	0	0	2	Québec
Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	Québec
Conseil des arts et des lettres du Québec	4	2	0	6	Québec
Conseil supérieur de la langue française	2	0	0	2	Québec
Musée d'art contemporain de Montréal	0	8	0	8	Montréal
Musée de la civilisation	13	0	0	13	Québec
Musée national des beaux-arts de Montréal	0	17	0	17	Montréal
Musée national des beaux-arts du Québec	9	0	0	9	Québec
Office québécois de la langue française	5	11	0	16	Montréal
Régie du cinéma	0	3	0	3	Montréal
Société de développement des entreprises culturelles	0	8	0	8	Montréal
Société de la Place des Arts de Montréal	0	7	0	7	Montréal
Société du Grand Théâtre de Québec	7	0	0	7	Québec
Télé-Québec	1	36	0	37	Montréal
Ministre de la Justice et procureur général, ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques					
Ministère de la Justice	67	27	42	136	
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	Montréal
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	Val-D'Or
Commission des services juridiques	0	7	0	7	Montréal
Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	Montréal
Conseil de la justice administrative	0	0	0	0	Québec
Conseil de la magistrature	1	0	0	1	Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	0	Montréal

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Office des professions du Québec	3	0	0	3	Québec
Société québécoise d'information juridique	0	4	0	4	Montréal
Tribunal administratif du Québec	8	4	0	12	Québec
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	0	Montréal
Tribunal des professions	0	0	0	0	Montréal
Ministre de la Santé et des Services sociaux					
Ministère de la Santé et des Services sociaux	66	2	0	68	
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	4	0	4	Montréal
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	0	2	0	2	Montréal
Comité de révision (professionnels de la santé)	0	0	0	0	Québec
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	Montréal
Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	0	0	0	0	Québec
Conseil de la santé et du bien-être	1	0	0	1	Québec
Conseil des aînés	2	0	0	2	Québec
Conseil du médicament	3	0	0	3	Québec
Conseil médical du Québec	0	0	0	0	Québec
Corporation d'hébergement du Québec	12	0	0	12	Québec
Corporation d'urgences-santé	0	72	8	80	Montréal
Héma-Québec	26	90	0	116	Montréal
Institut national de santé publique du Québec	13	9	0	22	Québec
Office des personnes handicapées du Québec	0	0	7	7	Drummondville
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	0	1	0	1	Montréal
Régie de l'assurance maladie du Québec	66	2	0	68	Québec

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Ministre de la Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique	**96**	**117**	**133**	**346**	
Bureau du coroner	3	0	0	3	Québec
Comité de déontologie policière	2	4	0	6	Québec
Commissaire à la déontologie policière	2	0	0	2	Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	0	0	1	Québec
Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec	1	0	0	1	Québec
École nationale de police du Québec	0	0	23	23	Nicolet
École nationale des pompiers du Québec	0	0	2	2	Laval
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées	1	0	0	1	Québec
Régie des alcools, des courses et des jeux	5	1	0	6	Québec
Sûreté du Québec	4	39	13	56	Montréal
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation					
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	**71**	**3**	**59**	**133**	
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	Grande-Rivière
Commission de protection du territoire agricole du Québec	9	0	7	16	Québec
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	Québec
La Financière agricole du Québec	9	0	22	31	Québec
La Financière agricole du Québec - Financement forestier	0	0	1	1	Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	0	2	0	2	Montréal

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Ministre de l'Éducation					
Ministère de l'Éducation	87	9	10	106	
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	Montréal
Comité d'examen des demandes dérogatoires - Aide financière aux étudiants	0	0	0	0	Québec
Commission consultative de l'enseignement privé	0	0	0	0	Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1	0	0	1	Québec
Conseil supérieur de l'éducation	3	0	0	3	Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	11	0	11	Montréal
Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille					
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	95	31	114	240	
Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	0	Montréal
Conseil de la famille et de l'enfance	2	0	0	2	Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1	0	1	2	Québec
Régie des rentes du Québec	47	6	0	53	Québec

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Ministre de l'Environnement					
Ministère de l'Environnement	68	5	31	104	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2	0	0	2	Québec
Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	Québec
Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	Québec
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	Québec
Société québécoise de récupération et de recyclage	4	3	0	7	Québec
Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir					
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir	40	22	7	69	
Secrétariat aux loisirs et aux sports	4	0	1	5	
Commission municipale du Québec	2	0	0	2	Québec
Immobilière SHQ	0	0	0	0	Québec
Régie du logement	0	5	1	6	Montréal
Société d'habitation du Québec	18	1	0	19	Québec
Société québécoise d'assainissement des eaux	0	1	0	1	Montréal
Ministre des Finances					
Ministère des Finances	85	0	0	85	
Autorité des marchés financiers	18	32	0	50	Québec
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	0	5	0	5	Montréal
Caisse de dépôt et placement du Québec	1	70	0	71	Québec
Institut de la statistique du Québec	10	2	0	12	Québec

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Registraire des entreprises	9	1	0	10	Québec
Société des alcools du Québec	41	74	451	566	Montréal
Société des loteries du Québec	5	115	0	120	Montréal
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	Montréal
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration					
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	17	47	14	78	
Commission d'accès à l'information	2	0	0	2	Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	0	10	0	10	Montréal
Conseil des relations interculturelles	0	1	0	1	Montréal
Conseil du statut de la femme	3	0	0	3	Québec
Curateur public	2	23	2	27	Montréal
Office de la protection du consommateur	2	3	3	8	Québec
Office franco-québécois pour la jeunesse	0	3	0	3	Montréal
Ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et vice-première ministre					
Ministère des Relations internationales	46	0	23	69	
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	1	0	1	Montréal
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2	1	0	3	Québec

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS DES RÉSEAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs					
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs	86	3	8	97	
Agence de l'efficacité énergétique	3	0	0	3	Québec
Commission de la capitale nationale du Québec	4	0	0	4	Québec
Conseil Cris-Québec sur la foresterie	2	0	0	2	Québec
Fondation de la faune du Québec	1	0	0	1	Québec
Hydro-Québec	114	770	905	1 789	Montréal
Régie de l'énergie	0	6	0	6	Montréal
Société de développement de la Baie-James	0	0	9	9	Chibougamau
Société de la faune et des parcs du Québec	19	11	57	87	Québec
Société des établissements de plein air du Québec	24	0	66	90	Québec
Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	Chisasibi
Société nationale de l'amiante	0	0	2	2	Thetford Mines
Ministre des Transports du Québec					
Ministère des Transports du Québec	82	33	127	242	
Agence métropolitaine de transport	0	6	0	6	Montréal
Commission des transports du Québec	6	3	0	9	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	0	0	0	0	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	Québec
Société de l'assurance automobile du Québec	109	17	42	168	Québec
Société des traversiers du Québec	9	0	4	13	Québec

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Premier ministre					
Ministère du Conseil exécutif	71	1	3	75	
Conseil de l'Ordre national du Québec	0	0	0	0	Québec
Conseil permanent de la jeunesse	2	0	0	2	Québec
Ministre du Développement économique et régional et de la Recherche					
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	55	16	20	91	
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	13	6	0	19	Québec
Conseil de la science et de la technologie	2	0	0	2	Québec
Fonds de la recherche en santé du Québec	0	2	0	2	Montréal
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	6	0	0	6	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	3	2	0	5	Québec
Investissement Québec	11	22	2	35	Québec
La Financière du Québec	0	0	0	0	Montréal
Régie des installations olympiques	0	25	0	25	Montréal
Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	0	0	1	1	Mirabel
Société du Centre des congrès de Québec	9	0	0	9	Québec
Société du Palais des congrès de Montréal	0	17	0	17	Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	4	4	Bécancour

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS, DES SIÈGES SOCIAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2004

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	0	0	0	0	Lévis
Société générale de financement du Québec	0	1	0	1	Montréal
Société Innovatech du Grand Montréal	0	1	0	1	Montréal
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	6	6	Sherbrooke
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	7	0	0	7	Québec
Société Innovatech Régions ressources	6	0	0	6	Québec
Ministre du Revenu					
Ministère du Revenu	**139**	**112**	**80**	**331**	
Ministre du Travail					
Ministère du Travail	**15**	**4**	**0**	**19**	
Bureau d'évaluation médicale	1	1	0	2	Québec
Commissaire de l'industrie de la construction	3	2	0	5	Québec
Commission de la construction du Québec	5	72	10	87	Montréal
Commission de la santé et de la sécurité du travail	68	45	79	192	Québec
Commission de l'équité salariale	3	0	0	3	Québec
Commission des lésions professionnelles du Québec	2	4	0	6	Québec
Commission des normes du travail	19	6	1	26	Québec
Commission des relations du travail	3	5	0	8	Québec
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	0	0	0	Montréal
Conseil des services essentiels	0	2	0	2	Montréal
Régie du bâtiment du Québec	7	6	16	29	Montréal
Total	**2 534**	**2 321**	**2 743**	**7 598**	

ANNEXE 3 (suite)

Localisation de l'effectif d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	2 534	33,4 %
Ville de Montréal	2 321	30,5 %
Autres régions	2 743	36,1 %
Total	**7 598**	**100 %**

Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	95	60,1 %
Ville de Montréal	51	32,3 %
Autres régions	12	7,6 %
Total	**158**	**100 %**

PROFIL DE LA LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 4

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 1: ORGANISMES CONSULTATIFS	
Conseils	
La fonction dominante des conseils est la consultation.	
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	Montréal
Comité consultatif sur la Loi électorale	Québec
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	Montréal
Comités de révision (professionnels de la santé)	Québec
Commission consultative de l'enseignement privé	Québec
Commission des biens culturels du Québec	Québec
Commission des partenaires du marché du travail	Montréal
Conseil consultatif de la lecture et du livre	Québec
Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	Montréal
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	Montréal
Conseil de la famille et de l'enfance	Québec
Conseil de la justice administrative	Québec
Conseil de la santé et du bien-être	Québec
Conseil de la science et de la technologie	Québec
Conseil de l'Ordre national du Québec, Secrétariat de l'Ordre national du Québec	Québec
Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec	Québec
Conseil des aînés	Québec
Conseil des relations interculturelles	Montréal
Conseil du statut de la femme	Québec
Conseil médical du Québec	Québec
Conseil permanent de la jeunesse	Québec
Conseil supérieur de la langue française	Québec
Conseil supérieur de l'éducation	Québec
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	Québec
Ville de Québec	**20**
Ville de Montréal	**6**
Autres régions	**0**
Total partiel	**26**

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Tribunaux administratifs	
La fonction dominante des tribunaux administratifs est la fonction juridictionnelle.	
Comité de déontologie policière	Québec
Comité de révision de l'aide juridique	Montréal
Commissaire de l'industrie de la construction	Québec
Commission d'accès à l'information	Québec
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	Val-d'Or
Commission des lésions professionnelles	Québec
Commission municipale du Québec	Québec
Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	Québec
Conseil du référendum	Québec
Tribunal administratif du Québec	Québec
Tribunal des droits de la personne	Montréal
Tribunal des professions	Montréal
Ville de Québec	8
Ville de Montréal	3
Autres régions	1
Total partiel	12

Régies	
La fonction dominante des régies est la régulation.	
Autorité des marchés financiers	Québec
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	Grande-Rivière
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	Montréal
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	Montréal
Commission de la construction du Québec	Montréal
Commission de la représentation (Directeur général des élections)	Québec
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Québec
Commission de reconnaissance d'artistes et des associations de producteurs	Montréal
Commission de toponymie du Québec	Québec
Commission des normes du travail	Québec

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Régies (suite)	
La fonction dominante des régies est la régulation.	
Commission des transports du Québec	Québec
Directeur général des élections	Québec
Office de la protection du consommateur	Québec
Office des professions du Québec	Québec
Office québécois de la langue française	Montréal
Régie de l'énergie	Montréal
Régie des alcools, des courses et des jeux	Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Montréal
Régie du bâtiment du Québec	Montréal
Régie du cinéma	Montréal
Régie du logement	Montréal
Registraire des entreprises	Québec
Ville de Québec	**11**
Ville de Montréal	**10**
Autres régions	**1**
Total partiel	**22**

CATÉGORIE 3: ORGANISMES DE GESTION	
Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	
La fonction dominante des sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Commission de la capitale nationale du Québec	Québec
Corporation d'hébergement du Québec	Québec
Société des traversiers du Québec	Québec
Société immobilière du Québec	Québec
Ville de Québec	**4**
Ville de Montréal	**0**
Autres régions	**0**
Total partiel	**4**

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Sociétés d'assistance financière ou technique	
La fonction dominante des sociétés d'assistance financière ou technique est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	Québec
Fondation de la faune du Québec	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	Québec
Immobilière SHQ	Québec
Investissement-Québec	Québec
La Financière du Québec	Montréal
La Financière agricole du Québec	Québec
La Financière agricole du Québec - Financement forestier	Québec
Société de développement des entreprises culturelles, Direction générale cinéma et production télévisuelle	Montréal
Société de la faune et des parcs du Québec	Québec
Société d'habitation du Québec	Québec
Société nationale du cheval de course	Montréal
Société québécoise d'assainissement des eaux	Montréal
Ville de Québec	**10**
Ville de Montréal	**4**
Autres régions	**0**
Total partiel	**14**

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Sociétés de gestion des régimes de retraite ou d'assurances	
La fonction dominante des sociétés de gestion des régimes de retraite ou d'assurances est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Québec
Commission de la santé et de la sécurité au travail	Québec
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	Québec
Régie de l'assurance maladie du Québec	Québec
Régie des rentes du Québec	Québec
Société de l'assurance automobile du Québec	Québec
Ville de Québec	**6**
Ville de Montréal	**0**
Autres régions	**0**
Total partiel	**6**
Sociétés de services	
La fonction dominante des sociétés de services est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Curateur public	Montréal
Société québécoise de récupération et de recyclage	Québec
Société québécoise d'information juridique	Montréal
Télé-Québec	Montréal
Ville de Québec	**1**
Ville de Montréal	**3**
Autres régions	**0**
Total partiel	**4**

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Sociétés d'État	
La fonction dominante des sociétés d'État est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Caisse de dépôt et placement	Québec
Hydro-Québec	Montréal
Société de développement de la Baie-James	Chibougamau
Société des alcools du Québec	Montréal
Société des établissements de plein air du Québec	Québec
Société des loteries du Québec	Montréal
Société générale de financement du Québec	Montréal
Société nationale de l'amiante	Thetford Mines
Ville de Québec	**2**
Ville de Montréal	**4**
Autres régions	**2**
Total partiel	**8**
Offices	
La fonction dominante des offices est la gestion de nature autre que commerciale, financière ou industrielle.	
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	Montréal
Bibliothèque nationale du Québec	Montréal
Bureau du coroner	Québec
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	Québec
Commission des services juridiques	Montréal
Conseil des arts et des lettres du Québec	Québec
École nationale de police du Québec	Nicolet

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Offices (suite)	
La fonction dominante des offices est la gestion de nature autre que commerciale, financière ou industrielle.	
École nationale des pompiers du Québec	Laval
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs	Montréal
Fonds de recherche en santé du Québec	Montréal
Héma-Québec	Montréal
Institut de la statistique du Québec	Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Montréal
Institut national de santé publique du Québec	Québec
Office des personnes handicapées du Québec	Drummondville
Office franco-québécois pour la jeunesse	Montréal
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Québec
Ville de Québec	7
Ville de Montréal	8
Autres régions	3
Total partiel	18

CATÉGORIE 4: ORGANISMES D'INTERMÉDIATION	
Commissions	
La fonction dominante des commissions est l'une ou l'autre des suivantes: étude, examen, enquête, évaluation, conciliation.	
Agence de l'efficacité énergétique	Québec
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Québec
Bureau d'évaluation médicale	Québec
Comité d'examen des demandes dérogatoires – Aide financière aux étudiants	Québec
Comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Québec
Commissaire à la déontologie policière	Québec
Commissaire au lobbyisme	Québec
Commission de l'équité salariale	Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Montréal

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LE RAYONNEMENT EST NATIONAL, AU 31 MARS 2004

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 4: ORGANISMES D'INTERMÉDIATION	
Commissions (suite)	
La fonction dominante des commissions est l'une ou l'autre des suivantes: étude, examen, enquête, évaluation, conciliation.	
Commission des relations du travail	Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Québec
Conseil de la magistrature	Québec
Conseil des services essentiels	Montréal
Conseil du médicament	Québec
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	Québec
Protecteur du citoyen	Québec
Vérificateur général	Québec
Ville de Québec	**16**
Ville de Montréal	**2**
Autres régions	**0**
Total partiel	**18**

Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale, au 31 mars 2002

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	**85**	**64,4%**
Ville de Montréal	**40**	**30,3%**
Autres régions	**7**	**5,3%**
Total	**132**	**(100%)**

Population d'organismes visée:

Les organismes retenus sont ceux qui répondent aux critères suivants:

- organismes dont le rayonnement est national (et non local ou régional);
- organismes de nature permanente dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois.

Les autres organismes, les comités consultatifs, les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus de cette compilation.

Source: Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2004.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2004.

ANNEXE 5

MODIFICATIONS INTRODUITES DANS LA LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ENTRE LE 31 MARS 2002 ET LE 31 MARS 2004

NOUVEAUX NOMS SUR LA LISTE D'ORGANISMES

- Commissaire au lobbyisme
- Conseil Cris-Québec sur la foresterie
- Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec
- Autorité des marchés financiers (regroupement d'organismes d'encadrement du secteur financier)
- Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (organisme qui assume la fonction de tribunal de l'ancienne Commission de valeurs mobilières)
- Conseil du médicament (regroupement d'organismes du domaine de la pharmacologie)
- Registraire de entreprises (organisme assumant une partie des fonctions de l'ancien Inspecteur général des institutions financières)
- Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées (ajouté à la liste des organismes en 2004)

ABOLITIONS, FUSIONS, INTÉGRATION D'ORGANISMES

- Comité de révision sur la langue d'enseignement (abolition)
- Comité de revue de l'utilisation des médicaments (intégré au Conseil du médicament)
- Conseil consultatif de la pharmacologie (intégré au Conseil du médicament)
- Commission de la protection de la langue française (abolition)
- Commission des valeurs mobilières du Québec (intégré à l'Autorité des marchés financiers)
- Inspecteur général des institutions financières (partiellement fusionné avec l'Autorité des marchés financiers)
- Régie de l'assurance dépôts du Québec (intégré à l'Autorité des marchés financiers)

ORGANISMES DONT LE NOM A ÉTÉ MODIFIÉ

- Musée des Beaux arts du Québec, devenu Musée national des beaux-arts du Québec
- Office de la langue française, devenu Office québécois de la langue française

ANNEXE 6

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004
(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	**Nom de l'organisme**												
	Agence de l'efficacité énergétique	29	4	33	0	0	0	0	0	0	29	4	33
	Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	0	0	14	1	15	0	0	0	14	1	15
	Agence métropolitaine de transport	0	0	0	38	11	49	0	0	0	38	11	49
	Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	0	0	7	0	7	0	0	0	7	0	7
	Assemblée nationale du Québec	472	206	678	1	0	1	1	0	1	474	206	680
	Autorité des marchés financiers	173	32	205	251	27	278	0	0	0	424	59	483
	Bibliothèque nationale du Québec	0	0	0	217	45	262	0	0	0	217	45	262
	Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	3	5	2	3	5
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	52	9	61	0	0	0	0	0	0	52	9	61
	Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	0	0	0	7	2	9	0	0	0	7	2	9
	Bureau d'évaluation médicale	4	2	6	13	4	17	0	0	0	17	6	23
	Bureau du coroner	35	5	40	15	4	19	1	0	1	51	9	60
	Caisse de dépôt et placement du Québec	7	0	7	388	30	418	0	0	0	395	30	425
	Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	226	1	227	63	1	64	1	0	1	290	2	292
	Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	3	0	3	8	0	8	0	0	0	11	0	11
1	Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité de déontologie policière	11	0	11	7	0	7	0	0	0	18	0	18

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
3	Comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Comité de révision (professionnels de la santé)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Comité d'examen des demandes dérogatoires - Aide financière aux étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commissaire à la déontologie policière	21	0	21	13	2	15	0	0	0	34	2	36
	Commissaire au lobbyisme	23	0	23	0	0	0	0	0	0	23	0	23
	Commissaire de l'industrie de la construction	5	0	5	4	1	5	0	0	0	9	1	10
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	452	115	567	0	0	0	0	0	0	452	115	567
	Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Commission d'accès à l'information	39	1	40	8	0	8	0	0	0	47	1	48
10	Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commission de la capitale nationale du Québec	23	17	40	0	0	0	0	0	0	23	17	40
	Commission de la construction du Québec	64	25	89	546	149	695	102	32	134	712	206	918
	Commission de la fonction publique	32	6	38	0	0	0	0	0	0	32	6	38
11	Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Commission de la représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 189	245	1 434	900	172	1 072	1 463	237	1 700	3 552	654	4 206
	Commission de l'équité salariale	52	7	59	8	0	8	0	0	0	60	7	67
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	59	7	66	0	0	0	48	3	51	107	10	117
	Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
	Commission de toponymie du Québec	17	1	18	0	0	0	0	0	0	17	1	18
	Commission des biens culturels du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10	1	11	116	9	125	26	1	27	152	11	163
	Commission des lésions professionnelles du Québec	91	1	92	135	6	141	198	10	208	424	17	441
	Commission des normes du travail	213	6	219	153	20	173	117	31	148	483	57	540
	Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	13	0	13	0	0	0	13	0	13
	Commission des relations du travail	38	3	41	72	5	77	0	0	0	110	8	118
	Commission des services juridiques	0	0	0	51	0	51	0	0	0	51	0	51
	Commission des transports du Québec	72	12	84	78	5	83	0	0	0	150	17	167
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	29	0	29	0	0	0	0	0	0	29	0	29
	Commission municipale du Québec	8	2	10	1	1	2	0	0	0	9	3	12
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	21	0	21	7	0	7	0	0	0	28	0	28
13	Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
Notes	Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
	Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
	Conseil Cris-Québec sur la foresterie	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
15	Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil de la famille et de l'enfance	8	1	9	0	0	0	0	0	0	8	1	9
	Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
	Conseil de la santé et du bien-être	10	2	12	0	0	0	0	0	0	10	2	12
	Conseil de la science et de la technologie	13	7	20	2	0	2	0	0	0	15	7	22
16	Conseil de l'Ordre national du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
	Conseil des aînés	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6
	Conseil des arts et des lettres du Québec	34	2	36	29	2	31	0	0	0	63	4	67
	Conseil des relations interculturelles	0	0	0	6	1	7	0	0	0	6	1	7
	Conseil des services essentiels	3	0	3	24	2	26	0	0	0	27	2	29
	Conseil du médicament	21	1	22	0	0	0	0	0	0	21	1	22
17	Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil du statut de la femme	31	4	35	5	0	5	21	0	21	57	4	61
	Conseil du trésor	722	54	776	21	11	32	12	20	32	755	85	840
18	Conseil médical du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil permanent de la jeunesse	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
	Conseil supérieur de la langue française	16	0	16	1	0	1	0	0	0	17	0	17
	Conseil supérieur de l'éducation	30	0	30	2	0	2	0	0	0	32	0	32
	Corporation d'hébergement du Québec	75	22	97	1	7	8	0	0	0	76	29	105

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
	Corporation d'urgences-santé	0	0	0	748	333	1 081	118	79	197	866	412	1 278
	Curateur public	38	8	46	411	135	546	53	16	69	502	159	661
	Directeur général des élections	181	56	237	5	0	5	0	0	0	186	56	242
	École nationale de police du Québec	0	0	0	0	0	0	150	203	353	150	203	353
	École nationale des pompiers du Québec	0	0	0	0	0	0	14	0	14	14	0	14
	Fondation de la faune du Québec	16	2	18	0	0	0	0	0	0	16	2	18
19	Fondation Jean-Charles-Bonenfant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Fonds	3 869	861	4 730	2 183	542	2 725	4 993	1 335	6 328	11 045	2 738	13 783
	Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
21	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonds de la recherche en santé du Québec	0	0	0	26	0	26	0	0	0	26	0	26
	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	39	4	43	0	0	0	0	0	0	39	4	43
	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	23	1	24	6	0	6	0	0	0	29	1	30
22	Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Héma-Québec	400	15	415	884	30	914	0	0	0	1 284	45	1 329
	Hydro-Québec	1 248	219	1 467	7 300	1 268	8 568	9 919	1 988	11 907	18 467	3 475	21 942
24	Immobilière SHQ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Institut de la statistique du Québec	156	67	223	38	39	77	0	0	0	194	106	300
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	143	90	233	0	0	0	143	90	233
	Institut national de santé publique du Québec	85	60	145	134	47	181	1	0	1	220	107	327

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
	Investissement Québec	92	7	99	205	4	209	70	0	70	367	11	378
	La Financière agricole du Québec	131	11	142	0	0	0	406	141	547	537	152	689
	La Financière agricole du Québec - Financement forestier	1	0	1	0	0	0	9	1	10	10	1	11
25	La Financière du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ministère de la Culture et des Communications	420	78	498	141	54	195	158	56	214	719	188	907
	Ministère de la Justice	961	157	1 118	844	373	1 217	1 073	416	1 489	2 878	946	3 824
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	681	107	788	40	20	60	0	0	0	721	127	848
	Ministère de la Sécurité publique	1 301	88	1 389	1 600	87	1 687	1 483	111	1 594	4 384	286	4 670
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	791	83	874	43	2	45	1 129	195	1 324	1 963	280	2 243
	Ministère de l'Éducation	1 104	398	1 502	126	257	383	103	5	108	1 333	660	1 993
	Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	1 513	234	1 747	581	116	697	1 816	610	2 426	3 910	960	4 870
	Ministère de l'Environnement	993	155	1 148	73	8	81	648	130	778	1 714	293	2 007
	Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir	407	44	451	102	19	121	39	0	39	548	63	611
	Ministère des Finances	694	34	728	2	0	2	0	0	0	696	34	730
	Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	180	39	219	790	451	1 241	217	69	286	1 187	559	1 746
	Ministère des Relations internationales	338	15	353	20	0	20	52	0	52	410	15	425
	Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs	1 147	192	1 339	27	4	31	157	23	180	1 331	219	1 550
	Ministère des Transports du Québec	963	97	1 060	339	113	452	1 431	624	2 055	2 733	834	3 567
	Ministère du Conseil exécutif	376	42	418	8	1	9	10	0	10	394	43	437
	Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	558	70	628	224	26	250	204	15	219	986	111	1 097

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004
(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
26	Ministère du Revenu	2 261	777	3 038	1 657	1 058	2 715	1 245	364	1 609	5 163	2 199	7 362
	Ministère du Travail	181	10	191	65	4	69	0	0	0	246	14	260
	Musée d'art contemporain de Montréal	0	0	0	66	70	136	0	0	0	66	70	136
	Musée de la civilisation	147	105	252	0	0	0	0	0	0	147	105	252
27	Musée national des beaux-arts de Montréal	0	0	0	170	19	189	0	0	0	170	19	189
	Musée national des beaux-arts du Québec	105	27	132	0	0	0	0	0	0	105	27	132
	Office de la protection du consommateur	45	4	49	35	3	38	24	1	25	104	8	112
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	6	0	6	0	0	0	11	0	11	17	0	17
	Office des personnes handicapées du Québec	9	1	10	11	3	14	104	10	114	124	14	138
	Office des professions du Québec	37	3	40	0	0	0	0	0	0	37	3	40
	Office franco-québécois pour la jeunesse	0	0	0	23	6	29	0	0	0	23	6	29
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	14	1	15	1	0	1	0	0	0	15	1	16
	Office québécois de la langue française	84	5	89	138	3	141	11	0	11	233	8	241
	Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	10	1	11	25	2	27	0	0	0	35	3	38
	Protecteur du citoyen	59	10	69	27	6	33	0	0	0	86	16	102
	Régie de l'assurance maladie du Québec	1 143	298	1 441	112	47	159	0	0	0	1 255	345	1 600
	Régie de l'énergie	2	0	2	67	6	73	0	0	0	69	6	75
	Régie des alcools, des courses et des jeux	86	23	109	112	25	137	0	0	0	198	48	246
	Régie des installations olympiques	0	0	0	149	282	431	0	0	0	149	282	431
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	10	0	10	28	1	29	3	0	3	41	1	42
	Régie des rentes du Québec	850	109	959	152	22	174	32	2	34	1 034	133	1 167
	Régie du bâtiment du Québec	91	20	111	107	15	122	194	42	236	392	77	469

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
	Régie du cinéma	0	0	0	52	9	61	0	0	0	52	9	61
	Régie du logement	25	1	26	104	16	120	65	6	71	194	23	217
	Registraire des entreprises	176	26	202	21	4	25	0	0	0	197	30	227
	Secrétariat à la politique linguistique	9	0	9	0	0	0	0	0	0	9	0	9
	Secrétariat aux loisirs et aux sports	39	0	39	1	0	1	19	0	19	59	0	59
	Société de développement de la Baie-James	0	0	0	0	0	0	56	11	67	56	11	67
	Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	1
	Société de développement des entreprises culturelles	4	0	4	95	6	101	0	0	0	99	6	105
	Société de la faune et des parcs du Québec	269	30	299	114	18	132	464	103	567	847	151	998
28	Société de la Place des Arts de Montréal	0	0	0	62	38	100	0	0	0	62	38	100
	Société de l'assurance automobile du Québec	1 870	332	2 202	297	176	473	673	246	919	2 840	754	3 594
	Société des alcools du Québec	294	304	598	818	931	1 749	1 926	2 248	4 174	3 038	3 483	6 521
	Société des établissements de plein air du Québec	141	207	348	0	0	0	174	1 127	1 301	315	1 334	1 649
	Société des loteries du Québec	17	5	22	717	189	906	0	0	0	734	194	928
	Société des traversiers du Québec	123	52	175	0	0	0	194	186	380	317	238	555
	Société d'habitation du Québec	310	18	328	61	3	64	0	0	0	371	21	392
	Société du Centre des congrès de Québec	63	9	72	0	0	0	0	0	0	63	9	72
	Société du Grand Théâtre de Québec	35	180	215	0	0	0	0	0	0	35	180	215
	Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	106	114	220	0	0	0	106	114	220
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	13	6	19	13	6	19
	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	1

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004
(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
29	Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société générale de financement du Québec	29	1	30	82	7	89	14	0	14	125	8	133
	Société immobilière du Québec	382	31	413	154	20	174	121	15	136	657	66	723
	Société Innovatech du Grand Montréal	0	0	0	32	2	34	0	0	0	32	2	34
	Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	10	0	10	10	0	10
	Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	10	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	10
	Société Innovatech Régions ressources	11	0	11	0	0	0	0	0	0	11	0	11
	Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2
30	Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société québécoise d'assainissement des eaux	0	0	0	2	1	3	0	0	0	2	1	3
	Société québécoise de récupération et de recyclage	14	1	15	35	2	37	0	0	0	49	3	52
	Société québécoise d'information juridique	0	0	0	100	14	114	0	0	0	100	14	114
	Sûreté du Québec	96	13	109	831	116	947	686	180	866	1 613	309	1 922
	Télé-Québec	9	16	25	280	79	359	19	7	26	308	102	410
	Tribunal administratif du Québec	128	6	134	135	6	141	0	0	0	263	12	275
	Tribunal des droits de la personne	0	0	0	4	1	5	0	0	0	4	1	5
31	Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Vérificateur général du Québec	178	8	186	47	2	49	0	0	0	225	10	235
Total		32 545	6 579	39 124	27 375	7 863	35 238	32 307	10 908	43 215	92 227	25 350	117 577

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS, DES DIRIGEANTES ET DES MINISTÈRES ET DES SERVICES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

Localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	39 124	33,3 %
Ville de Montréal	35 238	30,0 %
Autres régions	43 215	36,7 %
Total	**117 577**	**100 %**

Notes :

1. L'effectif du Comité consultatif sur la Loi électorale est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
2. Le Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants n'a pas de personnel.
3. Les comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) n'ont pas de personnel.
4. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif de la Régie de l'assurance maladie du Québec.
5. L'effectif du Comité de révision de l'aide juridique est comptabilisé dans celui de la Commission des services juridiques.
6. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère de l'Environnement.
7. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère de l'Environnement.
8. Cet organisme n'a pas de personnel rémunéré.
9. Cet organisme n'avait pas de personnel au 31 mars 2004.
10. Les fonctions de la Commission d'appel pour les autochtones du Québec sont exercées, au besoin, par le ministère de la Justice.
11. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère de l'Environnement.
12. L'effectif de la Commission de la représentation est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
13. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère de la Culture et des Communications.
14. Le Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec n'a pas de personnel.
15. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif de la Régie de l'assurance maladie du Québec.
16. Cet organisme (autonome) n'a pas de personnel rémunéré.
17. Le Conseil du référendum n'a pas de personnel.
18. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère de la Santé et des Services sociaux.

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2004
(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

19. Les fonctions de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant sont assumées par le personnel de l'Assemblée nationale.
20. L'expression « Fonds » est employée pour désigner les unités comptables suivantes : Compte de gestion de la TPS, Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, Fonds de financement, Fonds de l'état civil, Fonds de partenariat touristique, Fonds de perception, Fonds des pensions alimentaires, Fonds des registres, Fonds des services de police, Fonds de développement du marché du travail, Fonds de développement régional, Fonds forestiers, Fonds pour la gestion de l'équipement roulant, Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger, Fonds pour l'information géographique et foncière, Fonds de l'information gouvernementale, Fonds de lutte contre la pauvreté et pour la réinsertion au travail, Fonds nationaux pour la formation de la main-d'œuvre, Fonds des services gouvernementaux, Fonds de vente de biens et de services du ministère des Transports du Québec.
21. Les Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers n'ont pas de personnel.
22. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère des Transports du Québec.
23. Le Forum des intervenants de l'industrie du taxi n'a pas de personnel (inactif au 31 mars 2004).
24. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif de la Société d'habitation du Québec.
25. La Financière du Québec est maintenant intégrée à Investissement-Québec.
26. Trois cent quarante-neuf employés de la Direction régionale de Montréal-Ouest, basés temporairement à Laval, ont été déplacés, à l'automne 2002, vers Montréal.
27. Cet organisme est de nature privée bien que certaines nominations relèvent du gouvernement du Québec.
28. La Société de la Place des Arts de Montréal a le statut d'organisme sans but lucratif.
29. La Société Eeyou de la Baie-James n'avait pas de personnel au 31 mars 2004.
30. Cet organisme est de nature privée bien que certaines nominations relèvent du gouvernement du Québec.
31. Les fonctions du Tribunal des professions sont exercées, au besoin, par des juges de la Cour du Québec désignés à cet effet.

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 19

Figure 2 Répartition de l'effectif régulier des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 19

Figure 3 Répartition de l'effectif occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 20

Figure 4 Répartition de l'effectif des ministères au 31 mars 2004 20

Figure 5 Répartition de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 21

Figure 6 Répartition des sous-ministres au 31 mars 2004 21

Figure 7 Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2004 22

Figure 8 Répartition de l'ensemble du personnel d'encadrement au 31 mars 2004 22

Figure 9 Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2002 au 31 mars 2004 24

Figure 10 Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2004 24

Figure 11 Évolution et répartition du personnel d'encadrement du 31 mars 2002 au 31 mars 2004 24

Figure 12 Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 29

Figure 13 Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 2002 au 31 mars 2004 31

Figure 14 Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2004 31

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 19

Tableau 2 Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 19

Tableau 3 Répartition de l'effectif entre les ministères et les organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 20

Tableau 4 Répartition des sous-ministres au 31 mars 2004 21

Tableau 5 Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2004 22

Tableau 6 Répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 22

Tableau 7A Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2004 (en nombre) 23

Tableau 7B Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2004 (en pourcentage) 23

Tableau 8 Évolution et répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2002 au 31 mars 2004 25

Tableau 9 Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004 29

Tableau 10 Répartition des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2004 30

Tableau 11A Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2004 (en nombre) 32

Tableau 11B Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2004 (en pourcentage) 32

e
QUÉBEC 2008

DOCUMENTS

1 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 1996

2 La région de la capitale aujourd'hui : un profil socioéconomique 1997

3 Les dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans la région de la capitale en 1995-1996 : portrait comparatif et opportunités de développement

4 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 1997

5 Politique de rayonnement culturel de la capitale

6 Politique de l'environnement bâti dans la capitale nationale du Québec

7 Politique de commémoration dans la capitale

8 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 1998

9 La capitale et sa région : un profil socioéconomique 1998

10 Guide de gestion des ensembles urbains de la capitale nationale du Québec

11 La capitale nationale en chiffres 1999 : profil socio-économique

12 L'industrie gouvernementale au cœur des bases économiques de l'agglomération de la capitale nationale

13 La capitale nationale en chiffres 2000 : profil socio-économique

14 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

15 La capitale nationale en chiffres 2001 : profil socio-économique

16 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002

17 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004

Édifice Hector-Fabre
525, boulevard René-Lévesque Est, RC
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418.528.0773
Sans frais : 1.800.442.0773

Télécopieur : 418. 528.0833
www.capitale.gouv.qc.ca

COMMISSION DE
LA CAPITALE NATIONALE

Québec

QUÉBEC 2008